

mande de Cleves, qu'Elles en partirent le 12. pour Lipstad, & delà le lendemain pour Magdebourg.

3. Les Etats Généraux ont nommé M. de la Leck Commandant d'Ipres, à la place du Comte Maurice de Nassau, qui s'est démis de cette Charge.

4. Le Baron de Spaar Ministre de Suède, arriva de Paris en cette Ville, au commencement de ce mois, & partit le 3. pour Amsterdam, d'où il prit la route d'Allemagne, qu'on croit que le Baron de Gortz a aussi suivie. Le jeune Comte de Gillemborg, frère de celui qui étoit Envoyé de Suède à Londres & arrêté à la Haye, à la requisiion du Ministre de la Grande Bretagne, a aussi été élargi depuis peu.

5. Le Baron Cock, qui apporta le 5. la Lettre de l'Empereur, sur la Bataille & la prise de Belgrade, à L. H. P., après en avoir reçu le présent ordinaire, partit le 9. pour porter de pareilles Lettres à Londres & à Lisbonne. Le Baron de Heems, Envoyé Extraordinaire de S. M. I., fit chanter le 12. le *Te Deum* dans la Chapelle, au sujet de cette Victoire, & donna ensuite un Grand Régat à plusieurs Seigneurs de la Régence & aux Ministres Etrangers.

6. Le Lord Cadogan, qui avoit mis à la voile le 16. de Margate, arriva le lendemain au soir en cette Ville, avec le Lord Carteret.

7. Le Marquis de Beretti-Landi, Ambassadeur d'Espagne, ayant demandé une Conférence avec les Membres de cet Etat, L. H. P. lui envoyèrent le 20. une Députation de 9. Membres de leur Corps, à son Hôtel, lesquels après avoir resté une demie heure, se rendirent derechef à l'Assemblée.

8. Les Etats de Zéelande, ont nommé M. Vander Hop Conseiller du Haut Conseil en la place de feu M. Vander Kruysen.

9. Les Etats de Hollande & de Westfrise, qui s'étoient rassemblez le 15. de ce mois, se séparèrent le 25.

F I N.

# MERCURE HISTORIQUE

ET  
POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,  
ce qui se passe dans toutes les Cours,  
l'intérêt des Princes, leurs Brigues,  
& généralement tout ce qu'il y  
a de curieux pour le*

Mois d'Octobre 1717.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,

Chez les FRERES van DOLE,  
Marchands Libraires.

M. DCC. XVII.

*Avec Privilege des Etats de Holl. & de West.*

# AVERTISSEMENT.

LES FRÈRES LOUIS & HENRI  
L'van Dole avertissent, qu'ils conti-  
nuent d'imprimer & de débiter le *Mercur*  
*Historique & Politique*, qui contient à pré-  
sent 62. Volumes in 12. que l'on trouvera  
tôjours chez eux complets, aussi-bien  
que chaque mois séparément.

Ontrouve encore chez les mêmes Librai-  
res, le *Dictionnaire Historique de Moreri*  
avec le nouveau *Suplément*, faisant en tout  
6. vol. in folio. On vendra le *Suplément*  
en 2. volumes séparément, en faveur de  
ceux qui ont déjà les 4. premiers Volumes  
de cet Ouvrage.

Les *Délices de la Hollande*, 2. vol. 12.

Le *Dictionnaire François & Anglois*, par  
G. Miège, 2. vol. in 8.

La *Géographie de Robbe*, 2. vol. 12.

Les *Guerres Civiles d'Angleterre du Ré-  
gne de Charles I.*, par le Comte de Claren-  
don, 6. vol. in 12.

Les *Guerres d'Italie, ou Mémoires du  
Comte D\*\*\**, 2. vol. 12.

Les *Soupirs de l'Europe, à la vûe du Pro-  
jet de la Paix*, par Mr. du Mont, 12.

*Histoire de la Ligue faite à Cambray*,  
contre la République de Venise, 2. vol. 12.

La *Perpétuité de l'Eglise Catholique tou-  
chant l'Eucharistie*, par Mr. Arnaud, 4. v. 4.

*Nouvelle Défense du N. Testament de  
Mons*, 2. vol. in 12.

*Catéchisme du Diocèse de Meaux*, par  
G. B. Bossuet, Evêque de Meaux, 12.

Ils débiteront aussi toutes sortes de Livres  
nouveaux, à un prix raisonnable.

363

# MERCURE HISTORIQUE

ET

# POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,*  
*ce qui se passe dans toutes les Cours, l'In-  
térêt des Princes, leurs Brigues,*  
*& généralement tout ce qu'il y*  
*a de curieux pour le*

Mois d'Octobre 1717.

Le tout accompagné de *Réflexions Polit-  
iques* sur chaque Etat.

# NOUVELLES DE ROME, ET D'ITALIE.

I.  *Entreprise des Espa-  
gnols contre la Sardai-  
gne, est à Rome aussi-  
bien que par toute l'I-  
talie, la nouvelle qui  
occupe plus le Public,*  
*qui paroît toujours fort attentif sur le suc-  
cès*

Q 2



cès qu'elle pourra avoir. Le Comte de Gallas, qui affecte de ne paroître que médiocrement intrigué sur ce sujet, se contente de faire entrevoir au Pape, & aux Princes d'Italie, les suites facheuses que pourra avoir cette affaire, par les mesures que l'Empereur sera obligé de prendre pour en arrêter le cours. Ce Ministre, outre les demandes qu'il avoit fait au Pape, dont nous parlâmes l'ordinaire dernier, après lui avoir notifié la reddition de *Belgrade*, dont il témoigna bien de la joye, donna à entendre au commencement du mois passé à la Sainteté, que l'Empereur souhaitoit le rappel de Mr. *Al-dobrandi*, Nonce à la Cour de *Madrid*, dont la conduite lui est fort suspecte; & la révocation des Bulles pour lever des Décimes, qui n'ont été accordées à la même Cour, qu'en vûe de la Guerre des Turcs; mais dont elle vient de faire un si mauvais usage, en en employant les deniers contre S. M. Impériale.

2. Cependant, le Pape, après plusieurs protestations, non seulement de n'avoir eu aucune part aux Projets du Roi Philippe V., mais de n'en avoir pas même eu la moindre connoissance, a écrit une forte Lettre à ce Prince sur ce sujet. Le Cardinal *Paolucci* en envoyant cette Lettre au Nonce à *Madrid*, écrivit à un autre Nonce celle qui suit.

Com.

Comme, sur la nouvelle répandue de la résolution prise par la Cour d'Espagne, de tourner contre la Sardaigne les Vaisseaux, que, suivant tant de promesses réitérées, Elle avoit non seulement destinez pour le Levant contre le Turc, mais qu'Elle avoit fait entendre avoir déjà pris cette route; on sera aparemment curieux de savoir de quelle maniere Sa Sainteté s'est comportée dans une occasion si importante, tant pour son propre honneur, que pour celui du St. Siège: j'estime qu'il est nécessaire de faire savoir à V. Seig., que Sa Sainteté ne fut pas plutôt assurée d'un si horrible manquement, qu'Elle prit la résolution d'envoyer un Expiès à Mr. le Nonce en Espagne, avec ordre de remettre au Roi Philippe V., un Bref de la teneur que vous verrez dans la Copie ci jointe; & de lui déclarer en outre, touchant les Indults à lui accordez par S. S. pour deux Subsidés; l'un pour lever un Million & demi sur les Biens Ecclesiastiques dans les Indes; l'autre pour lever 500. mille Ducats, Monnoye d'Espagne, sur les Biens Ecclesiastiques de l'Espagne, afin d'en employer le revenu pour les dépenses que Sa Majesté auroit faites dans cette Expedition contre le Turc; tous deux adressez audit Nonce pour l'exécution, Que si jusqu'à present ils n'avoient pas été exécutez, ils devoient demeurer sans effet, puis que la cause en avoit manqué. V. Seig. pourra, en cas de besoin, faire peser à qui il conviendra, l'importance de la démarche faite par S. S., tant à l'égard du Bref, que de l'autre résolution qui l'a accompagné. & les conséquences qui en peuvent résulter; afin que chacun soit convaincu de la Candeur, aussi bien que de la vigueur avec laquelle S. S. s'est comportée & agit dans cette occasion.

Q 3

Voi-

Voici la Traduction de la Lettre de sa Sainteté au Roi d'Espagne Philippe V.

**T**rès cher Fils en Jésus Christ, Salut & Bénédiction Apostolique. Comme Nous ne doutions nullement des assurances que Votre Majesté Nous avoit données plus d'une fois, que les Vaisseaux de guerre que Nous Vous avions demandez, inflamment, & que Vous saisissez, équiper, étoient destinéz pour secourir puissamment la Eglise Chrétienne contre les Turcs; dans cette persuasion, & pour contribuer à votre gloire, Nous en fîmes d'abord part en Consistoire à nos vénérables Freres les Cardinaux de la Ste. Eglise Romaine; de même que ce qui Nous fut mandé ensuite de votre part, que ces Vaisseaux avoient mis à la voile, pour aller au Levant & soutenir la Cause commune, comme Vous Nous l'aviez souvent promis. Nous en fumes d'autant plus persuadéz, que Nous le souhaitions avec ardeur, ayant eu avis que cette Flotte quoi qu'elle eut défendu vaillamment la Cause du Nom Chrétien, attendoit avec impatience l'arrivée de ces Vaisseaux Auxiliaires; se trouvant fort fatigué par les Combats sanglans donnéz, dernièrement dans l'Archipel.

V. M. peut donc juger de la surprise & de la douleur que Nous ont causé les bruits répandus depuis peu, que vos Vaisseaux n'avoient pas pris la route que vous Nous aviez marquée, mais une autre directement contraire à vos promesses; en sorte que la Religion Orthodoxe n'en pouvoit esperer aucun secours, mais au contraire avoit tout sujet d'en craindre des suites très dangereuses.

Nous avoions bien, que jusqu'à présent Nous avons tâché d'adoucir la douleur que nous avons eue de cette nouvelle, en ne croyant pas qu'il fallût encore y ajouter une entière foi, quoi qu'elle fût confirmée par les discours & les plaintes de plusieurs; parce

parce que Nous l'envisagions comme une chose directement contraire à votre grande piété, à la foi de vos promesses, & même au devoir d'un Roi Catholique, dans un tems où l'Eglise se trouve dans un si grand danger.

Mais comme le bruit commun, répandu de tous côtez sur cette affaire, Nous fait craindre, que par les artifices de quelques personnes, Vous n'ayez été entraîné malgré Vous & contre votre inclination, dans ce nuisible & dangereux dessein, qu'on desireroit que Vous avez, déjà fait écarter; notre sincère & paternelle charité envers Vous, ne nous permet pas de nous taire, dans un aussi grand péril non seulement de votre Reputation, mais même de votre Ame: car quine voit, quel compte vous auriez à rendre au Roi des Rois, & quelle tâche se seroit à votre Reputation, si vos Conseillers avoient été capables d'extorquer de Vous, que Vous abandonnassiez la Cause commune; que Vous ne fissiez aucune attention aux périls de la Religion Chrétienne; & que vous oubliiez Vous même, Vous portassiez ailleurs les Troupes & les Armes destinées à la Guerre Sacrée, à la defense de la Sainte Eglise; & que Vous ne gardassiez par la Foi que Vous Nous avez si souvent promise, ou plutôt à Dieu qui ne peut être moqué, & au Nom duquel Nous avons reçu vos promesses? Ces Conseillers n'attireroient les effets terribles de la Vengeance Divine, si sans prétexte de quelques offenses, ou pouliez par des intérêt particuliers, ils avoient donné à V. M. des conseils, pour ternir la gloire de votre Nom Royal, éluder les soins & les efforts de notre saintien Pastoral pour la defense du Nom Chrétien; & lequel enfin Dieu, terrible envers les Rois de la Terre, ne permettroit pas qu'il demeurât impuni.

Quelles offenses, en effet, vos Ministres pourroient ils rappeler, pour Vous conseiller de les preferer à la Cause de Dieu? Quelles raisons sauroient ils alleguer, qui dussent être présentées au Dieu de la Religion Catholique, à l'avancement de



la Gloire de Dieu. & aux urgentes necessitez de la Republique Chrestienne? Pourroient-ils prendre pour pretexte, que Jesus Christ leur eût en quelque chose manqué de Foi, ou qu'il leur eût fait quelque injustice, pour soutenir qu'on pourroit aussi lui manquer de Foi, & abandonner la defense de son Nom & de ses Droits, à laquelle ils étoient obligés.

Nous prions donc très instamment V. M., & la conjurons au nom du Seigneur, comme Nous Vous Pavons déjà représenté librement, mais avec une affection paternelle, que suivant votre équité & votre prudence singulière, Vous fassiez de sérieuses réflexions sur la Republique Chrestienne, de l'Eglise & de la Religion; & que Vous veuillez Nous écouter, Nous qui Vous tenons lieu de Père, qui Vous aimons tendrement, & qui Vous donnons de véritables & salutaires conseils. plutôt que ces Fils de desiance, qui ne songent qu'aux choses de la Terre, & qui ne souhaitant pas tant votre grandeur, qu'à s'acquérir de la louange, Vous inspirent des desseins, avantageux en apparence, mais très pernicieux en effet; & que vous preniez une résolution, qui vous faisant laisser les choses dans le même état où elles étoient, ou s'il en y a apporté quelque changement, les rétablissant dans l'état où elles étoient auparavant, mette votre gloire & votre conscience à couvert, contribué à la Tranquillité publique, & previenne enfin les plaintes de tous les gens de bien.

Notre venerable Frère Pomée, Archevesque de Neo Cesarée (Andrinople) notre Nonce auprès de Vous, Vous en dira davantage sur ce sujet; & Nous Vous prions de vouloir toujours l'écouter favorablement, suivant votre coûtume. Cependant, Nous ne cessons de prier Dieu; entre les mains de qui sont les cœurs des Rois, qu'il donne à nos paroles & à nos avertissements, la force de sécher l'esprit de V. M., & de lui faire former des desseins, qui n'arrestent point le cours des Benedictions Celestes sur Vous; mais qui puissent Vous les attirer.

attirer de plus en plus, au bonheur continuél de Votre Royaume: & pour gage de notre Charité Pontificale, Nous Vous donnons très affectueusement notre Bénédiction Apostolique. Donné à Rome à Ste. Marie Majeure, sous le Seau du Pêcheur, le 23. Août de l'An 1717., & de notre Pontificat le 17.

3. Le Roi d'Espagne a répondu à cette Lettre, mais cette réponse n'a point été publiée. On dit qu'elle contient les raisons qui ont déterminé la Cour de Madrid à prendre ce parti. Faute de cette Lettre, on trouvera ces raisons dans une Lettre circulaire, qui pouroit passer pour une espèce de Manifeste, que le Marquis de Grimaldo, Secrétaire des Dépêches universelles d'Espagne, adressée aux Ministres de cette Couronne dans les Cours étrangères, & que ces derniers ont eu soin de répandre, particulièrement en Italie; en voici une copie.

DAns le tems que l'Europe étoit persuadée que les préparatifs qui se faisoient en Espagne, menaçoient l'Ennemi commun de la Chretienté, & que les Forces de S. M. étoient destinées à seconder les efforts de l'Armée Chretienne, conformément aux offres généreuses que le Roi en avoit faites au Pape; dans ce tems-là, le Roi a résolu d'envoyer sa Flote & ses Troupes au Royaume de Sardaigne, pour en faire la Conquête. Votre Exc. & toute l'Europe en auront été surpris: j'en ai été moi-même. Je sai, & qui ignore quelle est la droiture & l'équité de S. M., son exactitude à observer la parole Royale, la délicatesse de sa conscience,

science, & la constance dans l'adversité: qualitez qui font le véritable Portrait de ce Monarque, & qui le rendent digne Successeur des plus grands Rois qui soient montez sur le Trône d'Espagne. C'est cette connoissance même qui causoit sa surprise, & j'avois peine à comprendre qu'un Prince, doüé de tant de vertus, pût se déterminer à attaquer l'Archiduc, dans le tems qu'il étoit en Guerre avec les Turcs, & que les Côtes de l'Etat Ecclesiastique étoient menacées d'une invasion. Cependant, puis que le Roi a pris cette résolution, il faut que des raisons supérieures & puissans de motifs l'y aient comme forcé: C'est en effet ce que j'ai appris de S. M. même, avec ordre d'en informer V. Exc., ce que je fais en peu de mots.

Le Roi a supporté avec beaucoup de grandeur d'ame le démembrement de ses Etats, que les Plénipotentiaires pour la Paix ont crû devoir sacrifier à la tranquillité publique: Mais S. M. comptoit, que ce sacrifice assureroit le repos d'une Nation, dont la fortune ne secondoit pas la vertu; & que ce qui avoit été stipulé, seroit du moins religieusement observé. Néanmoins, à peine S. M., pour procurer le repos de l'Espagne, eut-Elle cédé le Royaume de *Sicile*, à condition que ses Ennemis évacueroient la *Catalogne* & *Majorque*; qu'elle s'aperçût que ceux qui y commandoient, cachoient les dépêches & les ordres qu'ils avoient reçûs. Le Roi en fit informer les Alliez: alors les Commandans feignirent de vouloir exécuter le Traité, en vertu duquel on leur demanda la restitution des Places.

Sur cela, les Garnisons de l'Archiduc n'avoient qu'à remettre aux Troupes du Roi les Portes de chaque Place, ainsi que cela s'est pratiqué en pareil cas entre les autres Puissances de l'Europe: Mais les Généraux de l'Archiduc, sans

égard

égard à la foi des Traitez, abandonnèrent les Places aux Catalans, & leur firent espérer de revenir bien-tôt à leur secours; soutenant par ces promesses l'audace de ces Peuples portez à la Révolte, & les excitant à une résistance également injuste & opiniâtre. De plus, afin qu'elle fût d'autant plus outrageuse pour S. M., que les Rebelles paroistroient plus en état de la soutenir; les Généraux de l'Archiduc permirent à ces Mutins, lors de l'embarquement, de se saisir des Chevaux de leurs Troupes. Ils tentèrent même de leur livrer *Ostrie*: Place qu'ils avoient eux mêmes demandée au Roi, & que S. M. leur avoit accordée, pour servir d'azile & de forteré aux Troupes de l'Archiduc qui devoient s'embarquer.

Quelles dépenses! quels maux n'ont pas causé à l'Espagne, ces manques de foi. & ces contraventions à un Traité si solennel: Il eût été moins d'en continuer la Guerre, & plus glorieux d'en courir les hazards.

Le désir de maintenir la tranquillité publique, l'emporta sur les justes ressentimens de S. M.: Le Roi dissimula les secours continuels envoyez de *Naples*, pour soutenir la Révolte; & ranimer l'audace des Rebelles; & tâcha, après une Guerre aussi longue qu'onéreuse, & une autre qui n'en avoit pas le nom, de procurer le repos à les Troupes. Il en eût moins coûté à S. M., de faire éclater son juste ressentiment contre un procédé si indigne & si injurieux, & d'envahir avec ses Escadres & ses Armées les Etats possédés par l'Archiduc. La moderation du Roi ne put arrêter la mauvaise foi dans un usage à son égard. Les Gouverneurs de l'Archiduc envoyèrent des ordres aux Commandans de *Majorque*, pour remettre cette Isle à l'obéissance du Roi; mais les Commandans prévenus par des ordres antérieurs, différèrent l'exécution des derniers, & tâchèrent, sous divers pretextes,



res, de gagner le tems auquel les secours Allemands devoient arriver, & obliger par là S. M. à une nouvelle Guerre, à l'équipement d'une nouvelle Flote, & à de nouveaux Sièges; toutes de nouveaux malheurs & de nouvelles dépenses à toute l'Espagne, qu'une finissent que par la conquête de cette Isle, & par la soumission des Habitans.

Il seroit naturel de croire qu'au moins alors le Ministère de Vienne auroit caché la part qu'il avoit eue à la Revolte des Sujets du Roi; mais il se déclara l'Auteur de la Sédition, & l'ame de tout ce qui s'étoit fait de plus indigne par les Factieux: Il distingua même par des récompenses, ceux d'entre les Rebelles qui s'étoient distingués par leur attachement à la Revolte.

La Guerre des Turcs ouvroit à S. M. l'occasion de se venger, & de recouvrer les Etats que l'Archiduc lui a usurpés: Cependant, S. M. ne profita pas d'une conjoncture si favorable; & non seulement, Elle ne porta point la Guerre en Italie, négligeant par-là ses avantages; mais encore, Elle contribua à la grandeur de son Ennemi, en donnant, par un principe de Religion & un zèle également Chrétien, des secours aux Alliez de l'Archiduc, qui les mettoient en état de vaincre leur Ennemi commun.

Le Roi croyoit, que si une conduite si générale de sa part, n'inspiroit pas à l'Archiduc le désir de la Paix, elle l'engageroit du moins à avoir pour sa Personne les attentions & les ménagemens qui s'observent même entre des Ennemis déclarez, & les Généraux des Armées en présence: Il n'en a rien été, & l'on a au contraire publié à Vienne, en Italie & en Flandres, des Déclarations injurieuses à la Personne de S. M. & à sa Couronne; & pour ajoûter les actions aux paroles, on a arrêté le Grand Inquisiteur d'Espagne, muni d'un Passeport de Sa Sainteté.

reté, approuvé & autorisé par le consentement du Cardinal de Schrotenbach. Cette dernière offense a rappelé le souvenir des précédentes; & l'obligation où le trouve le Roi de venger des injures, qu'il ne pourroit dissimuler sans affaiblir son autorité dans l'esprit de ces Peuples; qui le regarderoient comme incapable de défendre & maintenir leur repos: Enfin, cette insulte, faite au Roi en la Personne du Grand Inquisiteur, a fait connoître à S. M., que le Ministère de Vienne a toujours recherché les occasions d'humilier une Nation si sensible au point d'honneur, & offensée par une injure publique, faite en la Personne de son Roi.

Ces sérieuses réflexions ont engagé la justice de S. M., d'employer à une légitime vengeance, les Forces destinées contre les Ennemis de l'Archiduc.

V. Exc. sait combien S. M. désire l'accroissement de la gloire de l'Eglise; & par conséquent, V. Exc. doit faire connoître, combien ont été puissans les motifs qui ont suspendu les efforts que la piété faisoit employer pour y contribuer. J'ai moi-même une véritable mortification, de voir les secours désirés par le Pape, différer pour un tems; & j'ai une sensible douleur, du ressentiment que le Roi ne peut pas se dispenser de faire paroître. Je souhaiterois que les Ministres d'un si grand Prince que l'Archiduc, eussent formé des Projets dignes de leur Maître; au lieu de s'attirer des blâmes de toute l'Europe, par une suite de contraventions manifestes aux Traitez les plus solennels.

4. Quelques spécieux que les motifs rapportez dans cette Lettre aient paru à la Cour d'Espagne, on ne croit pas qu'elle ait envie de pousser son ressentiment si loin, puis que plusieurs avis marquent, qu'Elle avoit

avoit résolu de s'en tenir à la seule Conquête de la Sardaigne, en cas qu'Elle en vienne à bout.

5. Quoi qu'il en soit, tous les Princes d'Italie ont grand soin de se disculper d'être entrez en aucun engagement avec l'Espagne contre l'Empereur. Le Comte de Gubernatis, Ministre du Roi de Sicile, dans la dernière Audience qu'il eut du Pape, lui déclara que S. M. Sicilienne n'avoit aucune part à l'Entreprise des Espagnols contre la Sardaigne. Le Grand Duc de Toscane, non content de faire faire les mêmes Déclarations, a renforcé les Garnisons de Porto-Ferraïo, sous prétexte que cette Place étoit menacée d'être attaquée par les Espagnols, qui la jugeoient propre à leurs desseins, & vouloient en faire une Place d'Armes.

6. Pour le Duc de Parme, il n'a pas crû que de pareilles Déclarations fussent suffisantes pour le mettre à couvert du soupçon que les Impériaux ont conçu contre lui, qui a déjà été causé, que le Viceroy de Naples a mis en séquestre par ordre de la Cour de Vienne, les Fiefs qui lui appartiennent dans ce Royaume; c'est pourquoy ce Duc s'est adressé au Pape en qualité de Feudataire du S. Siège, pour prier sa Sainteté de faire arborer l'Eteudart de l'Eglise dans les Places de Parme & de Plaisance, & d'y mettre Garnison, ainsi que cela s'est pratiqué ci-devant dans

certaines conjonctures pareilles; mais il ne paroît pas que la Cour de Rome soit disposée à faire si promptement une démarche, qui pourroit aisément la compromettre avec les Impériaux.

7. Le Cardinal Aquaviva, Protecteur d'Espagne, eut le 11. du mois passé au soir, une Audience du St. Père, dans laquelle son Eminence, après avoir inutilement insisté sur la demande du Duc de Parme, déclara à sa Sainteté, que le Roi Philippe remettrait ses intérêts entre ses mains, & le prioit de moyenner un Accommodement avec S. M. Impériale, touchant les Etats d'Italie démembrés de la Monarchie d'Espagne, par le Traité d'Utrecht. Cependant, les derniers avis reçus de Sardaigne portoient, que Cagliari se défendoit encore, & que les Assiégés avoient reçu un secours de 900. hommes avec des munitions de guerre & de bouche, ce qui rendoit encore cette entreprise fort douloureuse.

8. Le Chevalier Feretti, étant arrivé à Gênes avec les Galères auxiliaires du Pape, qu'il a commandées dans le Levant cet Eté, y a reçu des ordres de sa Sainteté, d'y rester avec ces mêmes Galères jusqu'à nouvel ordre. L'Ambassadeur de Portugal avoit fait savoir au Pape, que l'Escadre Portugaise étoit aussi arrivée à Messine, pour se radouber; & Dom Alphonse Novogora, parent du Comte San Vincen-



zo, Amiral de cette Escadre, étoit arrivé à Rome quelques jours auparavant, pour faire savoir à sa Sainteté, qu'elle y attendoit ses ordres avant que de remettre à la voile, après quoi il étoit reparti pour Messine.

9. Suivant les Lettres de Rome du 4. du passé, on y parloit d'un Projet que le Cardinal de la Tremoille devoit avoir envoyé quelques jours auparavant en France, pour alloupir, s'il étoit possible, l'affaire de la Constitution *Unigenitus*, qu'on ne doutoit presque pas qui ne fût accepté. Le Roi de France, suivant ce Projet, doit donner une Déclaration, par laquelle il impolera silence aux deux Partis, jusqu'à ce que le Pape juge à propos de les accorder tous deux, & de donner la Paix à l'Eglise. On se flatte d'autant plus de la réussite de cet expédient, qu'il ouvre une porte au Pape pour se tirer honnêtement d'affaire, parce qu'on lui renvoye en quelque façon toutes choses; de sorte qu'on dit qu'il veut bien s'en contenter, qu'il accordera, sur ce pied-là, les Bulles qu'il refuse, & que les Appels subsisteront, sans qu'on en fasse mention, non plus que de la Constitution. Les Lettres du 11. du même mois ne disoient rien du Projet; elles nous aprenoient seulement, que le même Cardinal avoit eu une longue Audience le 5. de sa Sainteté, où son Eminence avoit notifié à S. S., la Nomination

tion du Régent de France à plusieurs Evêchez; ensuite de quoi on croyoit qu'on avoit encore parlé de la Constitution, d'autant plus que le Cardinal, au sortir de l'Audience, eut une Conférence de plus de 2. heures avec les Ministres du S. Père. On a dit depuis, que sa Sainteté ne verroit pas volontiers le Duc de la Feuillade à Rome, à moins qu'il n'y vint avec des Instructions favorables au S. Siège; ce qui fait voir, que les choses sont toujours sur le même pied, & qu'on est encore bien éloigné de tout Accommodement.

10. Le Cardinal Gualtieri, Protecteur de la Nation Angloise, fut aussi à l'Audience du Souverain Pontife le 16. du même mois, & lui fit savoir, qu'il avoit reçu un Expiès d'Urbin du Chevalier de St. George, avec l'avis de diverses pratiques tramées par des étrangers contre sa Personne; sur quoi la Sainteté envoya d'abord 24. Cuirassiers, & quelques Suisses pour renforcer sa Garde, & dépêcha des ordres à tous les Légats & Gouverneurs des Provinces, on Villes de l'Etat Ecclesiastique, de veiller sur les étrangers qui pouvoient y être ou y venir. On a appris depuis, que le Comte de Peterborough, étant arrivé à Bologne, y avoit été arrêté par soupçon, & conduit au Fort d'Urban. Voici de quelle manière une Lettre de Modène du 16. du même mois nous marque que cela se passa.

Le

**L** F I R. de ce mois, le Comte de Peterboroug fut arrêté à Bologne, par ordre de la Cour de Rome: il étoit dans sa chambre occupé à écrire, lors que deux Seigneurs Anglois y entrèrent l'épée à la main, en lui disant de se rendre prisonnier; ils se saisirent en même tems de tous les Papiers qu'il avoit sur sa Table & dans ses Coffres. Comme ce Comte étoit en Robbe de chambre, il ne put faire aucune résistance. Les Archers du Cardinal Legat firent la garde jusqu'à l'arrivée d'une Compagnie de Grenadiers, qui le forcerent d'entrer dans un Carosse, où se placèrent les deux premiers Officiers & un Seigneur Anglois, qui le conduisirent au Fort Urbano. Le Gouverneur le fit entrer dans les Appartemens qu'il lui avoit préparés, où il est gardé fort étroitement, & sans avoir la liberté de parler à personne. Les Troupes qui viennent en grand nombre d'Allemagne, doivent, dit-on, entrer dans le Duché de Parme, à cause qu'on prétend que ce Prince est entré dans les mesures de l'Espagne contre l'Empereur.

**II. 1.** On apprend de Naples, qu'on y chanta encore le *Te-Deum*, avec des réjouissances extraordinaires, le 1. du mois passé, en Action de Graces de la Victoire remportée sur les Turcs, & de la prise de la Forteresse de Belgrade.

**2.** On ajoûte que l'Empereur a nommé le Marquis del Vasto & Pescara Vicair Général des deux Provinces de l'Abruzzze; & ce choix est d'autant plus applaudi, que S. M. ne pouvoit mieux confier la garde des côtes de ces Provinces, qu'à une personne dévouée de si longue main aux intérêts de la Maison d'Autriche.

3.

**3.** Selon les avis du commencement du mois passé, le Viceroi avoit i t la visite du Château de Naples & de toutes leurs Fortifications, & envoyé des ordres pour mettre toutes les Places Maritimes en état de deffense, en cas qu'on entreprit de les attaquer. S. E. avoit en même tems mis Garnison Allemande dans le Château de *Maro*, appartenant au Duc de Parme. On levoit cependant du monde à force; & le Conseil des Finances, pour ne pas manquer d'argent dans une conjoncture si dangereuse, à demandé 200. mille ducats d'avance aux Fermiers de l'Impôt des Vivres. On en avoit cependant envoyé 40. mille en Sardaigne, & le Vaisseau *St. Léopold* étoit parti le 2. du même mois avec 2. Tartanes, ayant à bord 500. Soldats & quantité de Munitions de guerre, destinées à renforcer les Places Impériales, de la Côte de Toscane.

**4.** On mandoit du 14., qu'on avoit amené à Naples, & mis dans un des Châteaux 3. Genus hommes arrêtés à *Salerno*, qu'on soupçonne avoir été d'intelligence avec les Ennemis. On s'étoit aussi saisi à Naples de plusieurs gens de métier pour avoir tenu des discours séditieux contre le Gouvernement; & on avoit arrêté une personne de la Maison de Mastelli, qui cherchoit à sortir du Royaume, déguisé en habit de Pèlerin.

**III. 1.** Suivant les avis de *Genes*, les

El.



Espagnols y avoient fait disperser plusieurs copies de la Lettre du Marquis de Grimaldo, dont il est parlé ci dessus. On avoit peu de nouvelles certaines dans cette Ville, de leur entreprise en Sardaigne. On y avoit seulement reçu un petit détail de ce que leurs Troupes avoient fait devant Cagliari, les 5 ou 6 premiers jours après leur décente, dont voici le contenu.

**L**E 22. Août à la pointe du jour, les Espagnols firent descente près des Salines. Les Impériaux parurent de ce côté là, avec 500. hommes de Cavalerie, parmi lesquels il y en avoit 300. de Troupes réglées, les autres 200. étant des Milices; mais ils en furent éloignés par un feu continu des Galleries d'Espagne; de sorte que le débarquement des Espagnols s'acheva sans aucune opposition. Ce jour-là, les Troupes d'Espagne s'avancèrent vers Cagliari, & se postèrent dans la Plaine du Lazareth; & leur Flotte se rendit aussi devant la Ville. Le 23., les Espagnols occupèrent le Convent de Bonaire. Les Impériaux se retirèrent dans les Fauxbourgs de Cagliari; leur Infanterie entra ensuite dans la Ville; & leur Cavalerie alla plus avant dans le Plat Pais, pour empêcher les Paisans d'apporter aucuns vivres au Camp des Espagnols; la nuit du 23. au 24. les Galliotés à Bombes de ces derniers monterent plus haut, & jetèrent dans la Ville jusqu'à 80. Bombes, qui y firent d'abord un grand fracas. Le 24. le General de Lleide sortit du Camp avec un détachement de 300. Grenadiers des Gardes & 200. Dragons; & s'étant rendus dans un certain Territoire aux environs de Cagliari, il ramena au Camp plusieurs Bœufs & un bon nombre de Moutons, après avoir mis en fuite un Parti de Cavalerie des Impériaux, dont il tua

12. hommes, sans avoir perdu de son côté que 2. Dragons. Le 25., les Espagnols commencerent à débarquer leurs Mortiers & autres choses nécessaires pour bombarder la Place du côté de la Campagne. Le 26., ils continuerent le débarquement de leur Artillerie, & particulièrement de diverses pieces de canon, tirant des boulets du poids de 24. livres. La nuit du 26. au 27., ils commencerent à bombarder le Château, qui est très fort & où toute l'Artillerie de la Ville avoit été transportée par les Impériaux. La Garnison qui s'est aussi retiré dans cette Citadelle, est composée de 400. hommes de Troupes réglées & d'un grand nombre de Milices; & le Viceroy fait mine de vouloir s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Les Espagnols ont trouvé 800. barils de Poudre dans la Felouque Napolitaine qu'ils ont prise depuis peu; & ils ont aussi enlevé toutes les Munitions de guerre, qui se trouvoient à bord de tous les Vaisseaux neutres qui étoient dans la Baye de Cagliari.

2. Quelques autres avis portent, que les Espagnols avoient continué de battre la Place, de 30. Pièces de Canon & de 16. Mortiers; cependant les lettres de Genes du 26. du passé, portoient qu'on y avoit des avis du 20. qu'elle renoit encore, que les Espagnols ne la battoient plus du côté de la Mer; & que le Viceroy avoit reçu 60. mille Ecus de Naples.

3. On avoit eu nouvelle de l'Isle de Corse, que le Régiment Impérial de Dragons de Hamilton, d'environ 900. hommes, qui fut embarqué sur 6. Barques à St. Pierre d'Arena le 8. du passé, étoit abordé dans cette Isle, au dessus de Calvi; mais

mais on aprenoit qu'il étoit encore le 23. au Cap Boniface, & qu'on ne savoit pas s'il feroit son trajet droit en Sardaigne, où s'il iroit par Mer du côté de *Cagliari*. On a eu nouvelle depuis, qu'il a débarqué à *San Floriano*.

IV. 1. Selon les avis de *Milan*, de la fin du mois passé, il y couroit un bruit que la Flotte Espagnole s'étoit embarquée de devant *Cagliari*, tant à cause que les Troupes de débarquement étoient beaucoup diminuée par des maladies causées par l'intempérie de l'air, que parce qu'elles n'avoient pas reçu les secours de monde & de munitions, qu'on leur promettoit depuis le débarquement. On ajoûte que ces particularitez ont été rapportées par quelques Déserteurs Espagnols, qui s'étoient venu rendre à *Cagliari*; mais ce-la mérite confirmation.

2. Ce qu'il y a de plus certain, c'est que le Gouverneur, qui fait espérer aux Habitans de *Milan*, de les rétablir dans tous leurs Privilèges, faisoit reparer avec soin les Fortifications du Château, avoit ordonné d'en ajoûter de nouvelles à celles de *Tortone*, & d'aplanir une hauteur trop peu éloignée de cette Place; comme aussi de bien pourvoir de toutes choses les Fortresses de cet Etat. Cependant on dit que la Cour de *Turin*, a écrit à celle de *Vienne*, qu'elle n'a aucune part aux démarches de la Cour de *Madrid*, ni aucun des-

dessein de rompre la Trêve d'Italie.

3. Quelques avis portent que M. Moline, ayant eu une attaque d'Apopléxie le 14., avoit été transféré du Château au Collège des Suisses, où on ne lui avoit donné qu'une garde de quelques Soldats, & où l'Archevêque & quelques autres personnes avoient permission de le voir; mais quoi qu'il fut un peu mieux depuis, on ne le croyoit pas entièrement hors de danger.

4. On écrit encore de *Milan*, que cet Etat sera obligé de payer à l'Empereur 310. mille Ecus, pendant 5. années consécutives.

V. 1. Les Lettres de *Turin* du milieu du mois passé marquoient que le 10. on avoit fait partir de *Turin* pour *Casal* 20. Pièces de gros Canon & 10. Mortiers, avec 6. mille Boulets & 2. mille Grenades; & qu'on avoit envoyé 300. Mulets à *Oneille*, pour charger des Armes pour un nouveau Régiment qu'on formoit. Quelques avis de la fin du même mois portent, que le Roi de Sicile étoit parti de *Turin*, pour aller faire la revue de ses Troupes sur la Frontière du Milanois; mais qu'on ne croyoit pas néanmoins que ce Prince pensât à entreprendre quelque chose, vû que les Neiges commençoient à tomber dans les Montagnes de Piémont.

2. On mandoit de *Palerme*, du commencement du mois dernier, que le Com-

te



te de Suze Amiral de la Flotte, avoit été retenu depuis six semaines par divers accès de fièvre assez violens, accompagné de redoublemens, mais qu'il commençoit à se rétablir. On ajoûtoit que les levées continuoient toujours par toute la Sicile, où l'on assembloit quantité de Chevaux; qu'il y en avoit déjà plus de 2. milles en divers Bourgs & Villages, qui devoient être transportez en Piémont. Qu'on y faisoit aussi amas de quantité de grains & principalement d'avoine, dont tous les Magazins de la Ville étoient remplis. Qu'on travailloit actuellement à 32. Bâtimens plats, à armer & équiper deux nouveaux Vaisseaux les plus gros de la Flotte & 2. Galeasses; & qu'on avoit fait venir beaucoup de Charpentiers pour achever 15. autres Bâtimens; qui devoient être finis en peu de tems; mais qu'on ignoroit toujours à quoi tant de préparatifs étoient destinez.

VI. 1. Par des Lettres du Capitaine Général Pisani, adressées au Senat de Venise, & datée du 27. d'Août, on avoit reçu la confirmation du départ de la grande Flotte de Corfou, après la séparation des Escadres Auxilliaires, laquelle avoit été suivie 2. jours après de la petite Flotte, pour aller chercher l'Armée Navale des Ennemis, qui étoit alors au dessus du Cap de Matapan; mais le Capitaine d'un Vaisseau Anglois parti de Zante vers le mil-

milieu du mois passé, a rapporté que le Capitaine Pisani, ayant été averti du dessein que le Séralquier de la Morée avoit formé de jeter un Corps de Troupes dans cette Isle, s'y étoit rendu avec la grande & la petite Flotte, & avoit par ce moyen fait échouer l'entreprise. Il ajoûtoit, que la Flotte des Turcs étoit à Modon: mais qu'elle n'étoit plus que de 35. Vaisseaux, ceux de Barbarie ayant repris la route de leurs Ports.

2. M. Vitturi, Capitaine du Golfe, avoit fait savoir à la Régence, qu'il avoit attaqué 4. gros Armateurs de Dulcigno à la hauteur d'Ouriola, que les ayant attaquez, il en avoit coulé un à fond, dont l'équipage avoit été en partie noyé & le reste fait prisonnier, sur quoi les 3. autres avoient forcé de voiles pour se sauver.

3. Des avis de Dalmatie du 12. du passé, marquoient, que le Général Mocenigo avoit envoyé ordre au même M. Vitturi, de se rendre devant Dulcigno, avec une Escadre de Galères & de Galeasses, & 2. Galiotes à Bombes, & que ce premier n'attendoit que quelque secours pour se rendre aussi par l'Albanie, devant cette Ville, qui se trouveroit ainsi bloquée par Mer & par Terre. Les Lettres de Venise du 1. de ce mois, marquent que ce Général étoit en marche.

4. On avoit fait partir encore depuis  
Tome L XIII. R peu

peu plusieurs Convois d'Argent & de Munitions pour Corfou & pour la Dalmatie ; & on travailloit actuellement à la construction de 2. gros Vaisseaux & de 6. de moindre grandeur , qui doivent être achevez dans peu de tems.

5. M. Marc Antonio Giustiniani prit possession le 13. du mois dernier , de la Charge de Procureur de St Marc , après avoir fait son Entrée Publique avec les Cérémonies ordinaires.

6. Le Grand Conseil élit le 14. , M. Marin Cavalli , nouveau Capitaine du Golfe : & M. Angelo Zon fit le 27. son Entrée , & prit possession de la Charge de Chancelier.

7. On apprend de Bologne du 21. du passé , qu'on avoit fait dire au Comte de Péterborough , qu'il étoit en liberté ; mais qu'il avoit répondu qu'il ne sortiroit point du Fort d'*Urbano* , sans avoir reçu les ordres du Roi de la Grande-Bretagne.

### *Réflexions sur les Nouvelles de Rome & d'Italie.*

L'Idée que les Politiques un peu trop vifs s'étoient formée d'une puissante Ligue en Italie contre l'Empereur , devient insensiblement la Fable de la Montagne en travail d'enfant . & se réduira apparemment à rien , ou du moins à très peu

peu de chose. Il est certain que jusques ici , il n'y a que le Roi de Sicile , qui , par ses préparatifs , ait donné lieu de croire qu'il agissoit de concert avec l'Espagne , puis qu'aucun des autres Princes , qu'on soupçonnoit d'être entrez dans le Projet , n'ont fait jusqu'ici aucune démarche qui puisse les convaincre d'y avoir pris part , autrement que par leurs souhaits. Le Pape sur tout , semble s'en disculper d'une manière à laquelle il n'y a rien à repliquer : au moins ses démarches avec la Cour de Madrid , & les Lettres qu'on a vûes ci-dessus , marquent un procédé très sincère , & sans aucune réserve.

On se trouveroit disposé à avoir de pareils sentimens de la Cour de Turin , lors qu'on ne considère que les protestations de ses Ministres , & qu'on la voit , malgré ses grands préparatifs , consumer une partie de la belle saison à les faire , & passer le reste sans en faire le moindre usage ; mais il y a en même tems , quelque chose de si peu naturel dans un tel procédé ; & il paroît si étrange qu'un Prince , qui n'avoit jamais eu moins à craindre , que depuis que la Guerre des Turcs est commencée , ait fait tant de dépenses sans aucune vûe , qu'on ne sauroit s'empêcher de suspendre encore son jugement pour quelque tems ; à moins que de prendre le parti de convenir , que la lenteur des Espagnols dans l'entreprise de



Sardaigne, ou le succès, aussi grand que peu apparent, des affaires de Hongrie, ont fait cesser ces mêmes vûes, ou obligé ceux qui les avoient, à en remettre l'exécution à une occasion plus favorable.

## NOUVELLES DU NORD.

I. **L**es Lettres de *Petersbourg*, du 16. du précédent, portoient que la Flotte Rusienne étoit de retour à *Croonslot*, sous le commandement d'un Chef d'Escadre, l'Amiral étant resté à *Revel*, pour y attendre le Czar.

II. 1. On mande de *Warsovie*, que la Diète du Palatinat de *Maslovie*, après plusieurs délibérations, sur les moyens d'obliger les Moscovites à quitter la Pologne, conformément au dernier Traité, on y étoit convenu d'envoyer 2. Starostes au Czar, & un autre au Grand Général de la Couronne: mais qu'on ne laissoit pas d'appréhender que tout cela ne fut inutile, & que ces Troupes ne passassent encore l'hiver dans le Royaume.

2. On écrit de la Grande Pologne du 24. que le Régiment Moscovite d'*Astracan* s'étoit mis en marche pour aller au devant du Czar, mais qu'il avoit obligé les Habritans de lui livrer des vivres jusqu'à *Negrowiec*.

3. Le différent entre la Ville de *Dantzic* & les Généraux Moscovites, selon les Lettres du 2. de ce mois, a presque traîné jusqu'à l'arrivée du Czar; & l'on assure qu'il ne fut terminé que quelques jours auparavant, le Magistrat étant convenu de payer à ces derniers 150. mille Rixdalles en argent, & de leur fournir 3. Frégates, à condition que toutes les Troupes de cette Nation se retireroient, & ne formeroient plus aucunes prétentions sur cette Ville.

4. Ce fut le 29. du passé, sur les 3. heures après midi, que le Magistrat de *Dantzic* eut avis que le Czar devoit arriver ce jour là, sur quoi la Bourgeoisie eut ordre de se trouver sous les armes à 5. heures. On mit des Grenadiers à la Porte par où S. M. Czarienne devoit arriver, & à la Grand Garde, & la Bourgeoisie fut postée en deux Lignes dans les rues par où elle devoit passer; mais lors que tout étoit prêt pour recevoir ce Prince, il jugea à propos, au lieu d'entrer à *Dantzic*, d'aller descendre au quartier du Prince Dolhorouki, qui en est à quelque distance & où S. M. Czarienne arriva sur les 6. heures, au bruit de l'Artillerie des Ramparts & des Ouvrages de dehors, qui sont du côté du Couchant. Les Députés du Magistrat la firent complimenter de la part de la Ville, où Elle se rendit en Carosse, suivie de 2. autres,

sur les 8. heures, par une autre Porte que celle où elle étoit attendue, & fut coucher à une Maison qu'on lui avoit préparée sur le bord de la Vistule. Ce Monarque partit de Dantzic le 1. de ce mois à une heure après midi, mais ayant appris par un Exprès que la Czarine devoit arriver le même jour, comme elle fit effectivement sur les 9. heures du soir, il revint sur ses pas, & L. M. Czariennes partirent ensemble le lendemain matin au bruit du Canon pour Coningsberg, d'où Elles prendront la route de Revel, pour se rendre de là à Petersbourg.

III. 1. Les Lettres de Stokholm du milieu du mois passé, nous apprennent le départ de M. Jackson Résident du Roi de la Grande Bretagne, que le Roi de Suède avoit tenu en Arrêt depuis la détention du Comte de Gyllemborg, son Ministre en Angleterre, & la manière dont cela s'est fait. La nouvelle étant venue que ce Comte étoit arrivé de Londres à Gottembourg, le Comte de la Marck Ambassadeur de France écrivit à M. Jackson la Lettre suivante.

**M**ONSIEUR,

Ayant reçu hier des Lettres de M. d'Iberville, qui ont été portées à Gottembourg par la Frégate Angloise qui y a transporté M. le Comte de Gyllemborg, je me suis rendu sur le Champ au-  
près

près du Roi de Suède, pour lui faire part de ce que M. d'Iberville m'écrivoit, & pour lui montrer la Déclaration que cet Envoyé avoit donnée à S. M. Britannique, au nom du Roi son Maître, qu'aussi-tôt que M. de Gyllemborg seroit arrivé à Gottembourg, vous y seriez transporté, pour y être échangé avec ce Ministre. Le Roi de Suède a fait expédier sur le champ un Ordre, qui devoit être envoyé aujourd'hui à Stockholm, de vous mettre en liberté, & de vous donner quelques jours pour mettre ordre à vos affaires Domestiques, après quoi vous seriez conduit à Gottembourg avec toute sorte de sûreté & de commodité, défrayé vous & votre Famille, & remis entre les mains du Capitaine de la Frégate Angloise qui vous y attend.

Je n'ai pas voulu manquer, Monsieur, de vous faire part de ceci, afin que s'il se trouvoit par hazard quelques difficultés à ce que vous pouvez encore souhaiter, vous ayez la bonté de m'en donner d'abord avis; & vous pouvez compter que j'emploierai tous mes soins, pour les lever à votre entière satisfaction.

Je profite avec bien du plaisir de cette occasion, pour vous féliciter, Monsieur, sur le recouvrement de votre liberté, & pour vous assurer du plaisir que j'ai d'avoir pu y contribuer. Je suis véritablement, &c.

A Lunden en Scanie, le 6. Septembre N. St. 1717.

Le Comte de la MARCK.

Voici la Réponse de M. Jackson.

**M**ONSIEUR,

La Lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'é-  
crire



crire du 6. Septembre nouveau Aile, me fut renduë hier après-midi, par le Colonel des Gardes de S. M. S., qui me notifia en même tems, que S. M. lui avoit commandé de me faire envoyer moi & toute ma Famille d'ici à *Gottenbourg*, & que nous devons commencer notre voyage tout au plus tard en 4. jours; suivant quoi il m'a dit que je me préparasse à partir Mardi prochain. Ce tems est si court, qu'il m'est impossible de mettre le moindre ordre à mes affaires Domestiques; d'autant plus que je suis bien éloigné d'avoir cette liberté, que V. E. paroît s'attendre que je doive avoir, étant toujours gardé de la même manière que je l'ai été depuis ma première detention: on me permet seulement de faire venir mes Amis, auxquels je suis obligé de parler; mais il ne m'est pas permis de sortir de ma Maison, en sorte qu'il me faudra abandonner mes affaires particulières dans un grand desordre. Je me trouve dans la nécessité de demander à V. E. qu'elle employe ses bons offices pour procurer un ordre, par lequel les Personnes auxquelles je laisserois le soin de ma Maison, soient autorisées à jouir des privilèges & de la protection due aux Domestiques d'un Ministre, jusqu'à ce qu'ils puissent, ou le desaire de mes Meubles, ou me les envoyer dans la Grande Bretagne. Si V. E. peut me procurer cet ordre, j'en prie de le faire adresser à M. de Rumpf, Résident de L. H. P. les Etats Généraux en cette Cour; qui en chargera les Personnes les plus propres.

Je demande pardon à V. E. de la liberté que je prens à cette occasion, y étant encouragé par les offres généreuses que vous avez eu la bonté de me faire dans votre Lettre, & dont j'ai toute la reconnoissance possible. Quelques affligeantes que puissent être les conjonctures dans lesquelles je me trouve à présent, ce m'est un grand sujet de consolation, qu'elles me four-

nissent

*Politique. Octobre 1717. 393*  
nissent l'occasion de vous assurer, que je suis avec un profond respect, &c.

A Stockholm le 31. Août V. S. 1717.

R. JACKSON.

Suivant la datte de cette réponse, il ne paroît pas qu'on ait eu quelque égard, aux demandes de M. Jackson, qu'on ni ait accordé un plus long terme à ce Résident de la Grande Bretagne, puis que les Lettres de *Stockholm* du 15. du mois passé, marquent qu'il étoit parti le jour précédent de cette Ville pour *Gottenbourg*, avec son Epouse, 5. Enfans, son Ministre & 4. Domestiques, escortez par un Lieutenant, 2. autres Officiers & 12. Cavaliers, sans qu'on ait voulu accorder au Ministre la liberté qu'il avoit demandée, de rester quelques jours davantage; on ajoûte qu'un Colonel de la Garde avoit ordre de le conduire, & de le défrayer jusqu'à *Gottenbourg* aux dépens du Roi.

2. Le bruit avoit couru que S. M. S. étoit partie pour la Norwegue; mais on avoit appris depuis qu'Elle étoit encore à *Stromstad*. On ne croyoit pas même qu'Elle allât en Norwegue avant l'Hiver; mais qu'Elle reviendrait dans peu à *Lunden*, où le Comte de Vander-Nath l'est allé attendre. On dit que ce Prince témoigne beaucoup d'impatience de recevoir le Baron de Goriz.

R. 5

39

3. On écrit de Suède, que tous les Prisonniers Moscovites ont été remis en liberté & renvoyez dans leur País.

4. Quelques autres avis portent ; que la Cour avoit fait prendre un état de tout le fer qui est dans le Royaume, pour se l'approprier, en le payant aux Particuliers en Billets de Monoye, sur lesquels il y a 21. pour cent de perte, ce qui excite de grands murmures.

IV. 1. Suivant les Lettres de *Copenhague*, on y avoit eu avis de *Norwegue* du 19. du mois passé, que les Troupes Suédoises continuoient à défilér en grand nombre vers les Frontières de ce Royaume, où on disoit que le Roi de Suède se devoit rendre en personne ; mais que les Danois n'en étoient nullement allarmez, y ayant déjà reçu un secours de 8. mille hommes, sans compter 2. mille hommes de Cavalerie qu'on y attendoit de *Falstrand* ; ce qui ne feroit pas moins alors de 30. mille hommes, & suffiroit pour mettre le Général *Wedel* en état de faire tête aux Ennemis.

2. On mande d'*Esseneur* du 21. du même mois, qu'on y avoit appris le jour précédent, par l'arrivée de 4. Bâtimens fort endommagés, que la Flotte de 76. Vaisseaux Marchands, qui étoit partie le 15. de ce Port, avoit été presque entièrement détruite ou dissipée par un grand orage qu'il fit la nuit du 17. au 18. du

mê.

même mois, desorte qu'on ne croyoit pas qu'il y en eût plus de 20. de sauvez.

3. On apprend que le Vaisseau, le *Sauveur du Monde*, venant des Indes Orientales, qu'on croyoit perdu ou pris par les Suédois, & dont la Cargaïson est estimée 200. mille Risdals, arriva le 29. dans le Port de *Copenhague*.

4. La Flotte Danoise étoit encore dans le *Kioerbogt* à la fin du même mois, & avoit ordre de rester en mer aussi longtemps qu'il seroit possible.

5. Selon les dernières Lettres de *Copenhague*, on y avoit eu avis que le Roi étoit parti de *Gottorp* le 1. de ce mois pour se rendre à *Coldingen* d'où S. M. Danoise devoit se rendre en peu de jours dans sa Capitale.

V. On écrit du *Holstein*, que le Roi de *Danemark*, avant son départ de *Gottorp*, avoit envoyé un détachement de 50. hommes dans le territoire d'*Entin*, appartenant au Duc Administrateur de *Holstein*, en qualité d'Evêque de *Lubeck*, S. M. ne voulant pas que ce Prince ait aucune administration, pendant que la Guerre du Nord durera.

2. La Noblesse du Duché de *Mecklebourg* publia le mois précédent un Mémoire pour s'excuser de comparoitre à la Diette convoquée par le Duc à *Roslock*, sur divers prétextes, qui donnent assez à con-

R 6

noître



noître qu'elle ne s'y croiroit pas en sûreté; sur quoi le Duc l'a fait sommer pour la dernière fois, la menaçant derechef, faute d'obéir, d'exécution militaire. Ce Prince est allé plus loin: car (malgré le Mandement de l'Empereur, & les Remontrances des Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse, qui, en qualité de Directeurs du Cercle de la Basse Saxe, lui ont conseillé de se reconcilier avec sa Noblesse, lui faisant connoître qu'ils seroient obligés de faire exécuter le Mandement Impérial, pour prévenir à la Résolution de l'Empereur, d'envoyer de Silésie dans son Duché 6. Régimens de Cavalerie) il fit faire l'ouverture de la Diète le 1. de ce mois: Mais comme il ne s'y trouva que 16. Nobles, les autres ayant envoyé 2. Députés pour insinuer les raisons qu'ils avoient de ne s'y pas rendre, il n'y eut rien de conclu. Cependant, le Duc continuë les levées; & l'on prétend, qu'en comptant les Moscovites qui sont restés dans le Duché, ce Prince aura dans peu un corps de 12. mille hommes.

3. La démolition de *Wisnar* s'avance de plus en plus, malgré les Protestations réitérées de la Régence de *Hanovre*. Tous les Ouvrages extérieurs, tant du côté de la Porte de *Lubeck*, que de celle de *Meklenbourg*, sont déjà rasés; & comme on en a jetté la terre dans le fossé de la Ville, il en est déjà tout comblé. On

a commencé à démolir le Corps de la Place, & on avoit fait sauter depuis peu un Bastion miné avec succès, de sorte que tous les Ouvrages devoient être démolis au commencement de ce mois, à la réserve du Fort de *Walvis*, auquel on n'avoit pas encore touché.

VI. 1. Suivant les Lettres de *Berlin*, le Czar de la Grande-Russie y arriva le 19. du mois passé, & fut reçu avec toutes les marques d'honneur dues à un Monarque de son rang. S. M. Czarienne prit son Logement dans une des Maisons de la Reine, nommée *Monbijoux*, où Elle fut complimentée de L. M. Prussiennes, & de toute la Cour. Le 21. sur les 3. heures après midi, arriva la Czarienne: la Reine qui étoit allée la recevoir à quelque distance de la Ville, la conduisit au même Palais où étoit le Czar son Epoux. L. M. Czariennes furent régalingées somptueusement le lendemain; & partirent le 23. au bruit de l'Artillerie pour *Dantzic*, accompagnées du Roi de Prusse, qui les conduisit jusqu'à *Posdam*, où S. M. P. leur donna le divertissement d'une revûe.

2. Le Duc & la Duchesse de *Mecklenbourg* s'étoient rendus à *Berlin* pour y voir L. M. Czariennes. Quelques Seigneurs Danois, entr'autres les Comtes de *Callemberg* & de *Guldenstein*, & Mr. de *Westphalen*, qui doit se rendre dans

quelque tems en Moscovie, y étoient aussi.

3. Le Baron de Gortz, qui après être sorti de son Arrêt, étoit allé à *Paris*, & delà à Cassel, se rendit à *Baruth* à 8. lieues de *Berlin*, où il eut des Conférences avec divers Ministres. Il devoit suivre, dit-on, le Czar jusqu'à *Revel*, d'où il passera en Suède.

4. Le 30. du mois dernier, le Roi de Prusse partit pour un Voyage de 15. jours en Poméranie, où S. M. après avoir fait la revue du Regiment du Major Général Bork à *Kolbatz*, doit faire la visite des Fortifications de *Stetin* & de *Stralsund*.

5. On dit que Sa Majesté, à la priere du Duc de Mecklenbourg Swerin, a résolu de faire payer à la Reine Douairière 60000. Risdals, qui lui sont encore dûs de son Douaire, & de lui donner aussi tous les Ans 12000. Risdals, pour en disposer selon qu'Elle le jugera à propos.

6. On ajoûte que Sa Majesté a reconnu la Duchesse de Mecklenbourg en cette qualité, à condition que le Duc de Mecklenbourg payera comptant 30000. Risdals à la Duchesse sa première femme, & qu'il lui accordera en outre, une pension annuelle de 5000. Risdals, avec la liberté d'aller demeurer hors de ses Etats.

VII. 1. On mande de *Dresde* que 5. Seigneurs Polonois, & deux Saxons, avec

avec le Pêre Salerno, Jésuite, étoient partis pour *Lintz*, pour être de la suite du Prince Electoral de Saxe, qui doit se rendre incessamment delà à *Vienne*.

2. Le Nonce du Pape avoit fait, dit-on, tous les efforts pour engager le Roi à refuser au Clergé Luthérien, la permission de célébrer le Jubilé de l'Institution de leur Religion; mais S. M. n'a pû s'y résoudre, & leur a accordé, à certaines conditions, de célébrer cette Fête pendant 3. jours.

3. On parloit du Mariage du Prince de Saxe-Weissenfels, avec la Duchesse Douairière de Courlande, Nièce du Czar, à condition que ce Prince sera mis en Possession du Duché de Courlande, après la mort du Duc François, qui fait sa résidence à *Dantzic*, lequel n'a point d'enfans, & est fort âgé.

4. Le Roi de Pologne partit le 1. de ce mois pour *Coningstein* pour y voir jouer une Miue, avec laquelle on doit faire sauter une grosse Roche, proche de cette Place. On croit que S. M. se rendra de là à *Leipsic*, où l'on dit que la Reine se trouvera.

5. La Duchesse Douairière de Saxe-Eisenach mourut le 11. de ce mois à *Altsiedt* en Thuringe, âgée de 47. ans: Elle étoit Fille d'Eberhard III. Duc de Wirtemberg, & de Marie Dorothee Sophie, née Comtesse d'Oetting.



6. Le Baron de Dankelman, Fils du Chancelier de ce nom âgé d'environ 30 ans, mourut à *Dresde* le 22. du mois passé, en revenant des Eaux de *Curelsbad*.

7. Le 13. du même, la Foudre tomba sur l'un des Clochers de l'Eglise Cathédrale d'*Erfort*, qui fut renversé sur le toit de ce Bâtiment, de même que deux autres Clochers, ce qui l'a considérablement endommagé : 4. Cloches ont aussi été fonduës, mais la plus grande, qui est si renommée en Allemagne, a échappé de cet Incendie.

VIII. 1. Selon les avis de *Hambourg*, le Baron de Spar & le Général Rang, qui n'étoit pas encore parti, comme le bruit en avoit couru, étoient partis le 20. du passé pour aller conférer à *Brême* avec le Comte de *Welling*. Ils en revinrent le 26. à *Hambourg*; d'où le premier partit le 30. pour *Lubeck* dans le dessein de passer en Suède; mais le Général Rang est resté dans cette première Ville, où le Baron de *Bielke* qui étoit aussi en arrêt à *Stralsund*, arriva au commencement de ce mois.

2. Le 26. du passé, les Danois arrêtèrent non seulement 3. Vaisseaux Marchands de *Hambourg* qui revenoient de France & d'Angleterre, & les conduisirent à *Gluckstad*; mais ils ont continué depuis de se saisir de tous ceux qu'ils ont pu attraper. Le Magistrat a dépêché là-dessus.

dessus un Exprès à *Vienne*, & a fait en même tems une Députation au Roi de Danemarck pour savoir les raisons de ce procédé. Il a fait prier en même tems les Ministres étrangers, qui sont leur Résidence à *Hambourg*, de vouloir bien employer leurs bons offices auprès de S. M. Danoise pour faire relâcher leurs Vaisseaux, & ordonner qu'on n'en arrête plus dans la suite. Cependant il arriva le 8. de ce mois un exprès de *Vienne* sur ce sujet, qui fut tout droit trouver le Roi de Danemarck à *Coldingen*. Un Commissaire de S. M. Danoise, nommé *Fluggel* a répondu à une Lettre du Résident de Hollande, qu'il ne savoit pas le sujet de l'arrêt des Vaisseaux; mais qu'il avoit ordre de lui faire savoir, que s'il y avoit dessus des Effets appartenans à ceux de sa Nation, on les lui rendroit, sur une simple déclaration. Le Ministre de France a formellement protesté contre la détention des Vaisseaux venant de France, & demande réparation au nom du Roi son Maître. Il étoit aussi arrivé un Exprès du Roi de Pologne, qui passa le 8. par *Hambourg* allant à la Cour de Danemarck, pour se plaindre fortement, de ce que, par la détention des Vaisseaux & le trouble qu'on apportoit à la Navigation de l'*Elbe*, on retenoit les Marchandises destinées pour la Foire de *Leipfic*.

*Réflexions sur les Nouvelles  
du Nord.*

L'Etat des Affaires du Nord continué de nous offrir une espèce de Cahos, que la plus fine Politique auroit bien de la peine à percer. On ne parle que de Négociations pour le Paix, & on ne remarque, pour ainsi dire, aucune démarche sincère pour y parvenir. Si le Roi de Suède paroit avoir de l'éloignement pour une Paix où il ne sauroit trouver d'avantage, & à laquelle il ne peut être poussé, que par la nécessité, les Alliez qui lui font la guerre paroissent encore moins d'accord entr'eux sur les moyens d'y parvenir. Une certaine défiance qu'on voit régner entre les intéressés, les fait agir de manière à faire croire que, chacun à part visé à des conditions particulières, afin de tirer meilleur parti de la Paix. Ces uns veulent démolir les Places, les autres en veulent conserver les fortifications, & la plupart voudroient garder ce qu'ils ont, & faire la Paix avec dépens des Conquêtes des autres. Cependant, presque tous se piquent d'avoir de grosses Armées, & de belles Troupes, sans presque attaquer ni se défendre, contents, sous prétexte de la Guerre, de les employer à accabler leurs propres Sujets, ou leurs Voisins, Amis ou Ennemis, sous de violentes contributions;

tributions: Ceux même qui entretiennent des Flottes, semblent les avoir moins pour la conservation de leurs Etats & la défense de leurs Côtes, que pour en tirer un gain injuste, en troublant par mer le Commerce de l'Europe. Les choses étant sur ce pied-là, on ne doit pas s'étonner si la Paix, qui n'est souhaitée que des Peuples, avance si peu. Il n'y a guère d'apparence même qu'elle se fasse si tôt, puis que nous entrons presque en Hiver, & que l'on n'entend point encore parler néanmoins d'un lieu, où on puisse entrer en Négociation.

# NOUVELLES DE TUR- QUIE, DE HONGRIE, D'ALLEMAGNE ET DE SUISSE.

I. Comme il n'y a point présentement de Commerce de Lettres réglé en Turquie, tout ce qu'on en apprend, c'est que le Grand-Seigneur est encore à *Sophie*, & qu'on prétend que sa Hauteffe n'ose pas retourner, si tôt à *Andrinople* ou à *Constantinople*, de crainte que les Peuples de ces grandes Villes, mécontents du mauvais succès de la dernière Campagne, n'excitent quelque soulèvement contre sa Personne, ou celle de ses Ministres.

II. Suivant les Lettres du Camp Impérial, ce fut le 1. du mois passé que l'Armée



mée décampa de devant *Belgrade*, & passa la *Save* pour venir camper à *Semlin*, où elle étoit encore à la fin du même mois. Le Prince *Eugène* avoit trouvé bon de faire faire ce mouvement à ses Troupes, tant par la commodité des Fourrages, que pour les délivrer des maladies que leur caufoit l'infection des corps morts, d'hommes & de chevaux, autour de *Belgrade*. Ce Prince avoit détaché le Général *Merci* avec 19. Bataillons & 6. Régimens de Cavalerie, pour le Bannat de *Temeswar*. On avoit avis de *Debresin*, qu'à la retraite des Ennemis de la Haute Hongrie en Moldavie, un Parti de Hussars Impériaux avoit ôté aux Tartares, après en avoir tué 400., environ un millier de Chrétiens qu'ils enlevoient.

2. Le Général *Martigni* avoit aussi été détaché avec 4. Régimens vers *Arath*, & de là dans la Haute-Hongrie, où pour se joindre en Transilvanie, si on le juge nécessaire, au Général *Viard*, qu'on a aussi envoyé de ce côté-là avec 2. Régimens de Cuirassiers. On avoit trouvé dans *Orsova* 36. pièces de Canon & 2. mille sacs de farine.

3. Le 7. du même mois le Prince *Eugène* se rendit par eau à *Semendria*, & après avoir visité cette Place, revint le lendemain au Camp, par *Kurvin* & *Banjsava*, afin de visiter aussi ces Postes, & de régler ensuite les quartiers d'Hiver.

4. Le même jour, le Major du Régiment de Dragons de Savoye, qui avoit escorté la Garnison de *Belgrade* jusques à la *Morave*, de même qu'un Lieutenant qui l'avoit escorté avec 30. Cavaliers jusqu'auprès de *Nissa*, revinrent au Camp avec leur monde; & ils rapportèrent tous deux, qu'ils avoient trouvé le long de leur chemin beaucoup de Turcs morts, avec quantité de Charettes pillées, dont les Chameaux qui les tiroient, étoient morts naturellement, ou avoient été tuez par les Habitans du Plat-Païs; que le Grand Visir se tenoit encore près de *Nissa* avec 15. à 20000. hommes, & le Sultan à *Sophie*; & que tous les Tartares qui étoient de l'autre côté du *Danube*, avoient été envoyez vers la Valachie.

5. Le 9., les Turcs qui étoient restez au Camp pour Orages, furent relâchez, par ordre du Prince *Eugène* de Savoye; quoi qu'on eut représenté à ce Prince, qu'on devoit auparavant attendre le retour d'un autre Convoi, qui a conduit par eau à *Nissa* les Malades, avec quelques Bagages de la Garnison de *Belgrade*.

6. Des avis du 24. du mois passé, portoit qu'on étoit occupé à reparer les Ouvrages de *Belgrade*, & à y faire un Port pour les Vaisseaux de Guerre qui doivent y hiverner. On fait aussi de nouveaux Ouvrages en dedans de la *Save*, vis à vis de cette Ville. On élève entr'autres un Fort à

à la pointe de la Save, qui sera enfermé par un Canal tiré du Danube, dans cette première Rivière, lequel aura des Ecluses qui serviront à noyer le terrain des environs, lors qu'on le jugera nécessaire. On y employe chaque jour mille Soldats outre les Paisans. Un pareil nombre est employé journellement à la réparation des domages de *Belgrade*, où l'on a encore trouvé sous les ruines de la Tour sautée en l'air, plus de 200. quintaux de Poudre, avec quantité d'Habits, d'Armes & d'Argent. On a fait partir de cette Ville plus de 80. Barques, chargée d'Artillerie, qui sera transportée dans les Forteresses de Hongrie, qui en ont besoin.

7. Suivant le rapport de 4. Turcs faits Prisonniers entre *Widin* & *Nissa*, quelques débris de leur Armée s'étoient rassemblez près de cette dernière Ville, sous le nouveau Visir *Mehemet Nissangi Bacha*. Les Janissaires qui se sont retirez à *Sophie* après la Bataille, y ont pillé les Boutiques, sans que la présence du Grand Seigneur les en ait pu empêcher. Quelques uns disent que le Visir disgracié est mort, & d'autres qu'il est relegué à *Thessalonique*. On dit que le Sultan restera à *Sophie*, ou à *Andrinople* jusqu'à la Paix: & que le nouveau Visir devoit décamper de *Nissa* vers la fin du mois passé, pour marcher vers *Andrinople* avec les Troupes.

8. Le Prince *Eugène* ne quittera point l'Ar-

l'Armée, que les Troupes ne soient entièrement retirez; ce Prince ayant envoyé un Détachement en *Croatie*, pour s'emparer de *Zwornic*, ces Troupes furent obligées d'attaquer cette Place avec du Canon. Les Impériaux ayant fait brèche à une Palanque, donnèrent l'assaut & tous les Turcs qui défendoient la Brèche, furent passez au fil de l'épée. On attaqua ensuite la Forteresse; mais comme elle est bien garnie & munie de toutes choses, on a été obligé d'y envoyer un second Détachement de Cavalerie & d'Infanterie, sous le commandement du Général Major *Rotenhan*. On dit que la Garnison est forte de 6. mille hommes, & que les Turcs assemblent quelques Troupes aux environs, pour secourir cette Place. Au reste: On mande que l'Armée Impériale est fort affoiblie de la dernière Campagne, & que depuis la Bataille & la réduction de *Belgrade*, il en est bien mort 3. mille hommes, de maladie, ou de leurs blessures.

III. 1. Les Lettres de *Vienne* portent, que l'Empereur ayant tenu plusieurs Conseils sur les affaires d'Italie, & sur les hostilités commencées en *Sardaigne*, il avoit été résolu d'y envoyer 30. mille hommes, qui seront commandez s'il en est besoin, par le Comte *Gui de Staremberg*, qui arriva le 20. dans cette Capitale, & a déjà eu Audience de S. M. I.. Elles ajoutent,



tent, qu'il ne faudra pas moins de 24. mille hommes, pour recruter comme il faut l'Armée de Hongrie.

2. S. M. Imp. a donné le Régiment de Cavalerie de Grave au Comte d'Eck, celui de Haubitz, au Général Comte Veterani, & celui de Lobkowitz, au Frère du Prince de ce nom, qui a été tué à la dernière Bataille. Le Gouvernement de *Temeswar* & de son Bannat, sera, dit-on, donné au Comte de Merci, celui de *Belgrade*, au Prince Alexandre de Wirtemberg, & celui de *Bude*, au Général Comte de Lesselholz.

3. On dit que la Porte Ottomane est fort disposée à la Paix, & que pour cet effet Elle offre de donner à l'Empereur une grosse somme d'Argent, pour les fraix de la Guerre, & de céder à S. M. Imp. la *Moldavie*, la *Valachie*, & *Temeswar* avec son Bannat; mais comme on ne fait point mention de *Belgrade*, & de la *Servie*, ni de la *Bosnie*, on ne croit pas que ces Propositions soient acceptées.

4. Les 2. Princes de Bavière, qui ont fait la Campagne de Hongrie, arrivèrent à *Vienne* le 15. du mois passé, & furent reçus de S. M. Imp. avec beaucoup de caresses & de témoignages d'amitié. Ils assistèrent 3. jours après à la Repetition d'un Opéra, & on leur procure tous les divertissemens possibles. Les Ministres & les Principaux Seigneurs de la Cour les traitent

traitent tout à tour, & le départ de ces Princes pour retourner à *Munich* étoit fixé au 4. de ce mois. Le Prince Electoral de Saxe, qui est toujours à *Lintz*, se rendra pour lors à *Vienne*, où le Cardinal de Saxe-Zeitz lui fait préparer un magnifique Logement.

5. Le Chevalier Sutton arriva vers le milieu du mois passé de France à *Vienne*, d'où on dit qu'il doit retourner à *Constantinople* pour y employer ses bons offices dans la conjoncture présente, de la part du Roi de la Grande Bretagne.

6. Le Fameux Marquis de Langalerie, qui a tant fait parler de lui, & qui étoit en arrêt dans cette Capitale, y mourut le 18. du mois passé. On dit qu'il refusoit de prendre aucune nourriture depuis 15. jours, qu'un peu de boisson.

7. Le Comte de Caunitz, Evêque de *Labach*, mourut aussi le 22. dans la même Ville.

8. Le premier de ce mois on célébra la Naissance de l'Empereur, qui entroit ce jour là dans sa 37. année. S. M. I. reçut les complimens de toute la Cour, & des Ministres étrangers. Les Princes de Bavière, qui étoient restez tout exprès, furent de la Fête, qui a été des plus magnifiques & se dispoisoient à partir 2. jours après.

IV 1. On mande de *Ratisbonne* du 2. du passé qu'on y voyoit un écrit daté de  
Tome LXIII.

S

Dref.

*Dreſde* du 12. de ce mois, par lequel on reſuſe celui que la Régence de *Deux-Ponts* a fait publier, touchant le prétendu complot formé pour l'enlèvement du R. *Stanislas*: Par cet Ecrit, le Roi de Pologne reclame les Officiers réformez du Régiment de *Seiſſan*, qui ont été arrêtez de la part de ladite Régence, offrant de les punir s'ils ſont coupables; avec menace d'uſer de répreſailles contre la Régence, ſi elle reſuſe de renvoyer leſdits Officiers, &c.

2. Le Cardinal de *Saxe-Zeitz*, principal Commiſſaire Imperial fit chanter le 26. du mois dernier, dans la Cathédrale de *Ratisbonne*, au bruit d'une triple décharge du Canon de la Ville, le *Te Deum* en action de grace, pour la Victoire de Hongrie, ſon Eminence donna le ſoit un Feſtin à tous les Envoyez, qui ſe mirent à table ſans diſtinction de rang, & on fit couler des Fontaines de vin pour le Peuple. Le Magiſtrat de la Ville fit auſſi célébrer le jeudi ſuivant un Jour d'Action de Grace pour le même ſujet, avec grande Muſique & pluſieurs décharges de Canon.

V. 1. Les Députez à la Diette du Haut-Rhin, ſuivant les Lettres de *Francfort* du 8. de ce mois, arrivoient journellement dans cette Ville pour y faire l'ouverture de leur Aſſemblée.

2. On mande de la même Ville, que

*Politique. Octobre 1717. 411*  
le Roi *Stanislas* ſ'eſt retiré de *Deux Ponts* à *Bergſabern*, ſous prétexte, dit-on, de mettre ſa Perſonne à l'abri des entrepriſes de ſes Ennemis.

3. L'Electeur Palatin ſe rendit le 29. du paſſé à *Keiſersheim*, où il eut une entrevûe avec l'Electrice Douairière Palatine, qu'il régala magnifiquement; enſuite de quoi ce Prince retourna à *Neubourg*. & l'Electrice continua ſon voyage vers *Augsbourg*, où Elle arriva le 21. & en partit le 25. pour *Florence*.

4. On écrit de *Caſſel* que le Prince Guillaume de Heſſe devoit y arriver le 8. de ce mois avec la Princeſſe de *Saxe-Zeitz* ſon Epouſe; que le Prince de Heſſe Philipſtad y étoit arrivé le 2. avec le Baron de *Dalwig*, & le Chancelier du Roi de Suède.

VI. 1. On apprend de *Cologne* du 24. du paſſé, que le Père le Tellier, Conſeſſeur du feu Roi Louis XIV., avoit paſſé par cette Ville pour aller trouver l'Electeur de *Cologne*, dont il avoit eu Audience le 22., & en avoit été reçu très favorablement; enſuite de quoi il étoit revenu à *Cologne*.

2. Les Députez de cet Electorat étoient arrivez à *Bonn* vers les commencemens de ce mois pour y régler les choſes qui regardent la demolition de *Bonn*, qui ſe devoit faire en même tems que celles de *Liège* & de *Huy*. Celles de cette dernière



Place, selon les Lettres du 8. s'avançoient fort, & 3. Personnes de ceux qui y travailloient, avoient malheureusement sauté avec une mine; mais on n'avoit pas commencé à celles de *Liege*; dont on n'a fait encore qu'arracher les Palissades.

2. Les Députés des Etats de *Juliers & de Bergue*; s'assemblèrent sur les fins du mois passé à *Dusseldorp* pour délibérer sur les Propositions de S. A. Electorale, particulièrement sur celles qui regardent les moyens d'acquiescer les Dettes publiques; & on dit que les Troupes de cet Electorat vont être réduites à 6. Régimens de 2. mille hommes chacun.

VII. 1. Suivant les avis de Suisse, l'Abbé de *St. Gal* rejette entièrement le Traité de *Roschac*, & il en faudra venir à de nouveaux Préliminaires & de nouveaux Articles, si on en veut venir à quelque Pacification.

2. L'Empereur a fait connoître par Lettre aux Cantons, qu'il étoit fort satisfait des services des 2. Régimens Suisses congédiés, qu'il n'avoit cassez que faute d'argent pour les entretenir. Cependant, on dit que le Colonel *Diesbach* se dispose à en lever un autre chez les Cantons Catholiques, qui servira en Italie. Ces mêmes Cantons ont enfin donné le Titre de Roi d'Espagne à S. M. Impériale, dans 2. Lettres différentes qu'ils lui ont adressées.

3. Le nouveau Résident de *Vinise*, après

après avoir présenté les Lettres de Créance le 14. du mois passé à la Régence de *Berne*, retourna le 16. à *Zurich*.

4. On mande de *Schafhouse* du 7. de ce mois, que les Députés de cette Ville étoient de retour le 5. de *Zell* dans le *Boden-Zee*, où ils avoient eu des Conférences avec les Commissaires d'Autriche; & qu'il y avoit apparence que ces différens, pour la Jurisdiction de quelques Villages, entre les Villes de *Stockach*, *Nellembourg*, & ce Canton, s'accommoderoient à l'amiable.

## NOUVELLES DE FRANCE.

I. **N**ous donnâmes le mois passé la Liste de plusieurs Ordonnances faites pour le Rétablissement des Finances, nous en insérerons présentement ici les principales. Voici l'Edit qui ordonne la suppression du Dixième denier.

**L**OUIS, &c. Quoi que le soulagement de nos Peuples, épuisez par les efforts que notre Royaume a été obligé de faire pour soutenir presque sans interruption deux longues & sanglantes Guerres, ait été le premier objet de nos vœux dès le commencement de notre Règne, Nous n'avons pu y parvenir aussi promptement que Nous l'aurions désiré, soit à cause de la multitude & de la diversité des engagements que la nécessité des tems avoit fait contracter, soit par la difficulté de connoître à fonds la véritable situation de nos Revenus, & de fixer la masse

des Dettes de toute nature, dont notre Royaume étoit chargé; soit enfin par la confusion qui se trouvoit dans les différentes parties de nos Finances & de nos Revenus, qui étoient presque tous consommés par des Assignations anticipées, suites inévitables du malheur des tems qui ne permettoit pas de penser à établir un meilleur ordre, pendant qu'on étoit uniquement occupé à chercher les moyens de soutenir la Guerre, & de procurer enfin à ce Royaume une Paix avantageuse. Nous n'avons pas laissé cependant de pourvoir aux besoins les plus pressans, d'accorder des remises, des diminutions ou des compensations à toutes nos Provinces, de jeter les fondemens de la libération de l'Etat, par des suppressions de Charges onéreuses ou inutiles, & par des liquidations de dettes qui pouvoient seules Nous faire connoître la grandeur du mal & la nature des remèdes convenables. Le retranchement de plus de 40. Millions par an sur l'état de nos dépenses, l'augmentation de plusieurs de nos Fermes particulières, & la diminution des charges, l'ordre & l'arrangement que Nous avons commencé d'établir dans nos Recettes & dans nos Fermes, enfin les payemens effectifs qui ont été faits en argent comptant, soit en notre Trésor Royal où à l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, & qui ont monté à plus de 240. Millions en moins de deux années, ont été les premiers fruits de nos soins & de l'administration que Nous avons établie. Nous avons même été encore plus loin, & ne consultant que notre affection pour nos Peuples, sans attendre l'arrangement entier de nos Finances, Nous leur avons déjà accordé un soulagement considérable par la remise des 4. sols pour livre sur les Droits de nos Fermes, & par la suppression ou la réduction de plusieurs autres droits également onéreux. Mais Nous n'avons regardé tout ce que Nous avons fait jusqu'à

qu'à présent à l'avantage de nos Sujets, que comme une simple préparation pour Nous mettre en état de leur procurer de plus grands biens, & de former un plan général pour l'administration de nos Finances, qui pût en assurer l'ordre, en simplifier la régie, prévenir le divertissement des Fonds, faire cesser les causes de l'obstruction du Commerce, & par une plus grande consommation augmenter nos Revenus, sans augmenter les Impositions, & en soulageant même nos Sujets de toutes celles qui ne sont pas absolument nécessaires, pour acquitter les Dettes de l'Etat. C'est dans cette vue, qu'après Nous être fait rendre un compte exact dans notre Conseil, de la situation où étoient nos Finances au 1. Septembre de l'année 1715, des opérations qui ont été faites sur toutes les parties qui y ont rapport, & de tout ce qui compose les revenus, les charges, & les dépenses de notre Royaume, Nous avons fait aussi examiner avec la même attention tous les moyens que l'on pourroit prendre pour parvenir à la fin que Nous nous étions proposée; & après la discussion qui en a été faite, Nous avons crû ne devoir pas différer plus long tems d'accomplir une partie de nos vœux, en soulageant nos Sujets d'une des deux Impositions extraordinaires dont ils sont chargés, par la remise du Dixième du revenu des fonds de terre & des autres immeubles qui étoient sujets à cette imposition. Le fonds que l'Etat en a retiré tous les ans depuis l'année 1710., sera remplacé pour la plus grande partie par le retranchement de nos dépenses, dont il n'y a aucun article que Nous n'ayons réduit, en commençant par ce qui regardé notre Personne. Quoi que Nous ayons déjà fait une première réduction sur les pensions par notre Déclaration du 30. Janvier dernier, Nous avons crû devoir y faire encore de nouveaux retranchemens, qui joints aux premiers, en rédui-



duiront la plus grande partie à la moitié ; & quelque faveur que mérite une partie de ceux qui jouissent des pensions , Nous espérons qu'ils souffriront sans peine cette nouvelle réduction , quand ils sauront que notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, petit Fils de France, Régent de notre Royaume dont le désintéressement & la grandeur d'ame , égale la vigilance & l'attention sur nos intérêts , & sur ceux de nos Peuples , a voulu aussi-bien que les Princes de notre Sang, donner l'exemple à tous ceux à qui Nous accordons des Pensions, par la réduction de celles dont ils jouissent : Ainsi, ne pouvant augmenter, ni même conserver toutes les impositions, sans charger un Peuple si digne des soulagemens que Nous voulons lui donner, Nous avons trouvé une ressource plus sûre & plus honorable dans le retranchement de notre dépense, & de ce qui est plutôt un effet de notre libéralité qu'une véritable dette de l'Etat. Mais comme les retranchemens que Nous faisons sur Nous mêmes, sur les Princes de notre Sang, sur les dépenses de la Guerre & de la Marine, sur les doubles Emplois, & en général sur toutes sortes de dépenses privilégiées, ou non privilégiées, ne fussent pas pour remplir le vuide qui se trouve dans nos revenus par la suppression du Dixième d'imposition, Nous sommes forcés de retrancher pareillement tous les privilèges & exemptions des droits de Gabelles & des Aides, qui sont également à charge, & par la diminution qu'ils causent dans nos revenus, & par les indemnités que Nous sommes obligés d'accorder à nos Fermiers : Ces privilèges qui sont un objet considérable par rapport à nos Fermes, ne forment qu'un intérêt si médiocre pour chacun de ceux qui en jouissent, que Nous espérons qu'ils feront sans peine ce léger sacrifice à un plus grand bien, & pour l'Etat & pour eux mêmes. C'est par un semblable motif

tif que Nous sommes obligés de décharger nos Etats de l'entretien des Lanternes, & du nettoyage des rues de notre bonne Ville de Paris ; d'autant plus que les Propriétaires des Maisons ont trouvé dans l'augmentation des loyers, de quoi se dédommager de la finance qu'ils ont payée pour le rachat de cet entretien, dont la répartition étant faite sur un grand nombre de personnes, devient presque insensible pour chacun d'eux, au lieu qu'elle est considérable pour l'Etat. Au bénéfice qui Nous reviendra de ces différens retranchemens, Nous joindrons celui qu'une sage économie répandue dans toutes les parties de nos Finances. & l'extinction de plusieurs Charges passagères, qui diminuent tous les jours, pourriont Nous procurer ; & par les mesures que Nous prenons, pour être exactement instruits du produit de chaque espèce de Revenus, Nous espérons de les porter à leur juste valeur ; en sorte que dans la suite, Nous soyons en état d'accorder de nouvelles remises à nos Sujets. Mais comme le rétablissement du commerce peut contribuer plus que toutes autres choses à leur soulagement & à l'augmentation de nos Revenus, Nous avons cru devoir donner une attention principale ; & considérant qu'il falloit d'abord faire cesser le mal, pour être ensuite à portée de faire le bien, qui se fait presque de lui-même, en matière de commerce, lors qu'il n'y a point d'obstacle étranger qui en arrête ou qui en retarde le cours, Nous avons regardé comme un des objets les plus dignes de nos soins l'examen des moyens qui pourroient lever cette espèce d'obstructions générales que les Billets de l'Etat, & ceux des Receveurs Généraux causent dans le mouvement & dans la circulation de l'argent : Nous avons donc fait examiner tous les Mémoires que le zèle, ou l'intérêt même de plusieurs particuliers leur a inspiré de donner sur une matière



tière si importante ; & Nous avons crû devoir rejeter tous les moyens qui ne tendoient qu'à Nous libérer, soit en surchargeant nos Peuples, soit en faisant perdre successivement aux porteurs des Billets, une partie de leur capital, ou qui n'avoient pour objet que de les faire entrer dans les payemens par une contrainte fatale à la circulation de l'argent, & encore plus au commerce, ou de les confondre dans la valeur des Monnoyes reformées par un mélange, qui tôt ou tard auroit été également ruineux pour les particuliers, & pour l'Etat. Toutes ces voyes Nous ayant paru, ou injustes en elles-mêmes, ou violentes dans leur exécution, ou pernicieuses dans leur suite, Nous avons jugé à propos d'employer des moyens plus simples pour retirer du commerce ces Billets par partie, soit en donnant à nos Sujets la faculté de les employer en Rentes viagères, à raison du Denier 16., sans aucune distinction d'âges ; soit en établissant des Lotteries, sous des conditions favorables au Public, soit en alienant en Billets de l'Etat, & sur le pied du Denier 30. au moins, quelque bouquets de Bois éloignez de nos Forêts, & quelques portions de nos Domaines, qui ne Nous font presque d'aucun usage, & dont Nous ne pouvons tirer aucune utilité ; qu'en les vendant ; soit enfin par l'établissement de Compagnies de Commerce, dont les Actions seront au porteur, & acquises en Billets de l'Etat, sur le pied de 300. livres chaque Action ; en sorte qu'outre les intérêts, à raison de 4. pour cent, que Nous assignerons sur un fonds certain, & qui seront reçus par les Directeurs des Compagnies, pour être distribués tous les 6. mois aux Actionnaires, à la réserve de ceux de la présente année, qui serviront à faire le fonds dedites Compagnies, les Actionnaires jouissent encore de leur part & portion dans le profit qui en reviendra ; ce qui rendra ledites Actions commercables

merçables entre toutes sortes de personnes, comme n'étant plus qu'une marchandise, dont le prix peut hauffer & baisser, suivant les hazards de la navigation & du commerce. Après avoir ouvert ces différentes voyes aux porteurs des Billets de l'Etat, sans compter la quantité considérable de ces Billets qui se trouvera consommée par le payement des Taxes de la Chambre de Justice ; Nous croyons pouvoir fixer aux porteurs un terme certain pour se déterminer, sur le parti qu'ils voudront prendre, après lequel il ne leur sera plus payé aucuns intérêts dedites Billets ; en quoi Nous ne leur ferons aucun préjudice, puis qu'il n'aura dépendu que de leur volonté de prendre l'une des voyes que Nous leur offrons, pour s'affurer la continuation du payement de leurs intérêts, avec les avantages particuliers que chacune de ces voyes leur présente. A l'égard des Billets des Receveurs-Generaux, Nous avons considéré que dans la situation présente de nos affaires, il n'étoit ni possible, ni même convenable de payer des intérêts sur un pié aussi fort que celui de sept & demi pour cent, comme nous avions crû d'abord le pouvoir faire dans le tems de notre Déclaration du 12. Octobre 1715. : Nous avons donc jugé qu'il étoit nécessaire de les assujettir à la regle commune des autres dettes de l'Etat, pour le taux des intérêts, en ouvrant d'ailleurs ces mêmes voyes aux porteurs de ces Billets, que celles que Nous avons marquées pour les Billets de l'Etat, après néanmoins que ledits Billets des Receveurs-Generaux auroient été convertis en d'autres, qui seront appelez, *Billets de la Caisse commune des Recettes generales*, sur le fonds de laquelle, les intérêts en seront payez, pour conserver toujours aux porteurs dedites Billets, le gage sur la foi duquel ils ont contracté. Les mêmes raisons qui ne Nous permettent pas d'employer au remboursement du Capital des



Billets des Receveurs Generaux, les fonds qui y avoient d'abord été destinez, Nous obligent à reserver aussi dans la partie du Tresor Royal le bénéfice des fonds qui reviennent de la reduction des Rentes constituées sur les Tailles, sur le controle des Actes, & sur quelques unes de nos autres Fermes; parce que la premiere justice que Nous devons à nos Sujets est d'assurer le paiement de tous les interêts qui leur font dûs, en attendant que Nous puissions parvenir au remboursement des principaux; & que le fondement de toutes les dispositions de notre présent Edit, comme de toute bonne & solide administration, est d'établir une telle proportion entre la Recette & la Dépense, que l'une puisse porter les charges de l'autre, & que cette égalité Nous donne le moyen de satisfaire en même tems, & aux engagements & aux besoins de l'Etat. C'est dans toutes ces vues, que travaillant sans relâche à diminuer ou à retrancher successivement le poids des Impositions extraordinaires, à perfectionner toujours de plus en plus, l'ordre & l'arrangement des Finances, à rendre au commerce sa vie & son mouvement, en le degageant de tous les obstacles étrangers, & en l'honorant d'une protection singuliere, Nous esperons de jouir enfin de la satisfaction de voir notre Royaume dans un état florissant, & ce qui Nous touche encore plus, de pouvoir rendre nos peuples heureux. *A ces Causes, &c.*

## A R T I C L E I.

**L**E paiement du *Dixième* établi par la Déclaration du 14. Octobre 1710., cessera le 1. Janvier 1718., à l'égard du Revenu de tous les Biens, Fonds & autres immeubles mentionnez dans cette Déclaration; mais le *Dixième* qui se retient actuellement sur les parties qui sont payées des Deniers du Roi, continuera d'être retenu jusqu'à ce que la situation des Finances permette d'en faire pareillement la remise: Et

tout.

tout ce qui est & sera dû du *Dixième* jusqu'au 1. Janvier, sera acquité en argent & non autrement.

II. Il sera arrêté au Conseil un état général des dépenses à faire pour l'année 1718., & ainsi successivement d'année en année, sur le pied des tranchiements qui ont été résolus & arrêtés.

III. La Déclaration du 30. Janvier dernier, concernant la réduction des Pensions & Gratifications ordinaires, sera exécutée; & l'on retiendra sur icelles, comme aussi sur celles des Princes & Princesses du Sang, un *Cinquième* au lieu du *Dixième*, tant pour ce qui est dû du passé que pour l'avenir. Les pensions de 600. livres & au dessous ne sont pas comprises dans cette disposition, non plus que celles de mille livres & au dessous accordées aux Officiers des Troupes, ni pareillement les Pensions qui sont attachées aux Charges & Emplois, ou qui tiennent lieu de Gages ou d'Appointemens, à quelque somme qu'elles montent; sur toutes lesquelles Pensions, il sera seulement retenu le *Dixième* en la manière accoutumée.

IV. Tous les Privilèges & exemptions particulières des Droits de Gabelles; soit à titre de *Franc Salé* ou autrement, sont supprimés; mais s'il a été payé quelques sommes pour la jouissance de certains *Francs Salez* ou autres Privilèges, on en tiendra compte aux Officiers en cas de remboursement de leurs Offices; & on indemnifera en deniers les Hôpitaux.

V. La même suppression aura lieu, sous les mêmes conditions, à l'égard de tous les Privilèges & exemptions de Droits d'Aides, entrée & sortie dont aucuns Corps, Compagnies, Communautés & Particuliers jouissent; sans préjudice néanmoins de l'exécution des Ordonnances de 1680. & 1681. concernant les Droits d'Aides, auxquels ne sont pas assujettis les Ecclesiastiques, les Nobles, les Cours Supérieures, &c.

S. 7.

VI.

VI. L'entretien des Lanternes & le nettoiyement des Ruës de la Ville de Paris ne sera plus aux dépens du Roi, mais par les Propriétaires des Maisons; suivant les Rolles qui en seront arrêtés, en la manière qui le pratiquoit avant le rachat qui en a été fait.

VII. Le bénéfice qui revient tant de la réduction, que de l'extinction & remboursement des Rentes assignées sur les Tailles, sur la Ferme du Contrôle des Actes, & autres, entrera dans la partie du Tresor Royal.

VIII. Tous les Officiers comptables, Trésoriers, Receveurs, Fermiers, Sous Fermiers, & leurs Caissiers & Commis, seront tenus d'envoyer tous les premiers jours de chaque mois au Conseil des Finances, Copie de leurs Registres Journaux.

IX. Il sera procédé au Conseil de Finance à l'examen & vérification de toutes les parties employées dans les différens états qui s'arrêtent au Conseil; & à mesure qu'ils auront été vérifiés; ils seront réunis & rassemblez dans un seul dépôt qui sera marqué par S. M., pour servir dans la suite aux vérifications des états qui s'arrêteront chaque année, & dont il sera expédié & remis des doubles dans ledit Dépôt.

X. Tous les Officiers supprimez, où ceux qui étoient propriétaires d'Offices ou de Droits supprimés, au remboursement desquels il n'a point été pourvu, seront tenus de faire incessamment procéder à la liquidation de leurs Finances, afin qu'il soit en suite pourvu au payement des intérêts, du jour qu'ils ont cessé de jouir des Gages &c., jusqu'à ce qu'on soit en état de procéder au remboursement des Capitaux.

XI. Il sera créé des Rentes viagères au Denier 16., qui seront acquises en Billets de l'Etat: on établira des Compagnies de Commerce, dont les actions seront pareillement acquises en Billets de l'Etat. On établira aussi une Loterie, dont

dont les Billets seront de 25. sols, & les Lots payez en argent, en remettant pour pareille somme de Billets de l'Etat, pour lesquels il sera en outre constitué des Rentes viagères au Denier 25.: le tout suivant les Edits & Déclarations qui seront donnez à cet effet. Et tous les Billets de l'Etat qui auront été retirez par ces différentes voyes, ou par le payement des taxes de la Chambre de Justice, seront brûlez à l'Hôtel de Ville, à mesure qu'ils rentreront.

XII. Il sera pareillement procédé à l'aliénation de quelques petites parties des Domaines du Roi, & Cantons de bois détachez de ses Forêts, pour être acquises en Billets de l'Etat, & adjudgés au plus offrant & dernier enchérisseur, à condition néanmoins qu'ils ne pourront être vendus au dessous du Denier 30. de leur revenu.

XIII. Et attendu que les Porteurs desdits Billets peuvent facilement en disposer par le moyen des différens emplois ci-dessus marquez, il ne sera plus payé aucuns intérêts de ceux desdits Billets qui n'auront point été consommés par lesdits moyens, à commencer du 1. Janvier 1718.

XIV. Les Rescriptions & Billets signez par les Receveurs Généraux des Finances, & visez en exécution de la Déclaration du 24. Mars 1716., seront convertis pendant le mois de Septembre en Billets de même valeur de la Caisse commune des Recettes générales.

XV. Lesdits Billets de la Caisse commune des Recettes générales, pourront être employez par les porteurs d'iceux, ainsi &c. de la même manière marquée ci-dessus pour les Billets de l'Etat.

XVI. Après la conversion desdits billets en ceux de la Caisse commune des Recettes générales, l'intérêt en sera payé à raison de 4. pour cent à ladite Caisse, de 6. en 6. mois; mais il sera tenu compte aux porteurs desdits Billets, des



des intérêts qui pourrout leur être dûs jusqu'au 1. Juillet dernier, à raison de 7. & demi pour cent, suivant la Déclaration d'Octobre 1715.

XVII. Il sera incessamment procédé dans le Conseil de Finance, à l'examen des moyens de simplifier les Droits qui composent les Fermes de S. M., & d'en diminuer les frais de Régie, pour y être pourvu par S. M. de la manière la plus convenable au bien desdites fermes, & au soulagement de ses sujets.

XVIII. Du jour de l'enregistrement de cet Edit, il ne sera plus accordé ni expédié aucun Passeport, sous quelque prétexte que ce soit, ni à quelques personnes que ce puisse être, à l'exception seulement des Ministres des Princes étrangers revêtus de caractère, & de ceux que S. M. enverra dans les Cours étrangères; & en cas qu'il en soit expédié quelques uns, S. M. défend à ses Fermiers d'y avoir égard, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom.

On a joint à cet Edit, l'Extraire suivant des Registres du Parlement.

**P**AR ARRÊT du 4. Septembre 1717., appert que la Cour, toutes les Chambres assemblées, en procédant à l'enregistrement de l'Edit du mois d'Août 1717. a arrêté & ordonné sur l'Article premier, que la révocation du Dixième aura pareillement lieu pour les Rentes constituées dans les coutumes & Pais où lesdites Rentes sont meubles sans que le Dixième puisse être retenu par aucuns Debitours pour raisons des arrérages, intérêt ou autres redevances à l'égard des Articles IV. & V., que le Roi sera très-humblement supplié d'avoir égard à l'indigence de plusieurs communautés Séculières & Régulières, à la subsistance desquelles les Privilèges & exemptions mentionnées auxdits Articles, peuvent estre absolument nécessaires.

Ia

La Déclaration du 9. du mois passé, ou interprétation de l'Edit ci-dessus, contient en substance.

**Q**u'il sera procédé au Conseil de S. M. à l'examen des moyens les plus convenables, pour fournir aux fonds nécessaires pour l'entretien des Lanternes & le nettoiyement des Ruës de Paris; & que l'exécution de l'Article VI. de l'Edit, sera suris quant à présent: Que l'intérêt des Billets de l'Etat continuera d'être payé au delà du 1. Janvier prochain, sur le pied de 4. pour cent, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné: Que les Porteurs des Rescriptions ou Billets signez par les Receveurs Generaux des Finances, qui voudront les convertir en Billets de la Caisse commune des Recettes generales y seront reçus, conformément aux Articles XIV., XV. & XVI. de l'Edit, & seront admis à en faire les mêmes emplois que les Porteurs des Billets de l'Etat; & que ceux qui préféreront de les garder, sans en faire la conversion, seront payez des intérêts par les Receveurs generaux qui les ont signez, & ce à raison de 4. pour cent, à commencer du 1. Juillet dernier.

2. Voici le Préambule & un Extrait des Articles des Lettres Patentés du Roi en forme l'Edit du mois d'Août & enregistré en Parlement le 6. Septembre, qui établissent la nouvelle Campagne de Commerce d'Occident.

**L**OUIS, &c. Nous avons depuis notre Avènement à la Couronne, travaillé utilement à rétablir le bon ordre dans nos Finances, & à reformer les abus que les longues Guerres avoient

avoient donné occasion d'y introduire ; & Nous n'avons pas eu moins d'attention au rétablissement du Commerce de nos Sujets, qui contribué autant à leur bonheur que la bonne administration de nos Finances. Mais par la connoissance que Nous avons prise de l'état de nos Colonies situées dans la partie Septentrionale de l'Amérique, Nous avons reconnu qu'elles avoient d'autant plus besoin de notre Protection, que le Sieur Antoine Crozat, auquel le feu Roi notre très honoré Seigneur & Bis-Ayeul, avoit accordé par ses Lettres Patentes du mois de Septembre de l'année 1712., le Privilège du Commerce exclusif dans notre Gouvernement de la *Louisiane*, Nous a très-humblement fait supplier de trouver bon qu'il nous le remit, ce que Nous lui avons accordé par l'Arrêt de notre Conseil du 22. jour du présent mois ; & que le Traité fait avec les Sieurs Aubert, Neret & Gayot le 10. Mai 1706., pour la traite du Castor de *Canada*, doit expirer à la fin de la présente année, nous avons jugé qu'il étoit nécessaire pour le bien de notre service & l'avantage de ces deux Colonies, d'établir une Compagnie en état d'en soutenir le Commerce, & de faire travailler aux différentes cultures & plantations qui s'y peuvent faire.

*A ces causes, &c.*

*Extrait des LVI. Articles de ces Lettres Patentes.*

I. En vertu des présentes, il sera formé une Compagnie de Commerce, sous le nom de *Compagnie d'Occident*, dans laquelle il sera permis à tous les Sujets de S. M. de quelque rang & qualité qu'ils puissent être, même aux autres Compagnies formées ou à former, & aux Corps & aux Communautés, de prendre in-

terêt

térêt pour telle somme qu'ils jugeront à propos ; sans que pour raison dudit engagement, ils puissent être réputés avoir dérogé à leurs titres, noblesse, &c.

II. Ladite Compagnie aura le droit de faire seule, pendant l'espace de 25. années, à commencer du jour de l'enregistrement des Présentes, le Commerce dans la Province & Gouvernement de la *Louisiane* ; & le privilège de recevoir à l'exclusion de tous autres, dans la Colonie de *Canada*, à commencer du 1. Janvier 1718. jusqu'au dernier Decembre 1742., tous les Castors gras & secs que les Habitans de ladite Colonie auront traité : S. M. se réservant de regler les quantitez des différentes espèces de Castors que la Compagnie fera tenu de recevoir chaque année deldits Habitans, & les prix des Castors.

III. Défendu à tous les autres Sujets de faire aucun Commerce dans la *Louisiane* ; sans néanmoins interdire aux Habitans, le Commerce qu'ils peuvent faire dans ladite Colonie, soit entreux, soit avec les Sauvages.

IV. Défendu pareillement à tous les Sujets, d'acheter aucun Castor au *Canada*, pour le transporter en France : néanmoins, le Commerce du Castor restera libre dans l'intérieur de la Colonie, entre les Négocians & les Habitans.

V. Le Roi accorde à perpétuité à la Compagnie, toutes les Terres, Côtes, Ports, Havres & Îles qui composent la Province de la *Louisiane*, ainsi & dans la même étendue ci-devant accordée au Sr. Crozat, pour en jouir en toute propriété, Seigneurie & justice ; S. M. ne se réservant autres Droits ni devoirs, que la seule Foi & Homage lige, que ladite Compagnie sera tenue de lui rendre & à ses Successeurs, à chaque mutation de Roi, avec une Couronne d'or du poids de 30. Marcs.

V I.



VI. Pourra la Compagnie, dans les Pais de la concession, traiter & faire alliance, au nom du Roi, avec toutes les Nations du Pais, autres que celles dépendantes des autres Puissances de l'Europe, & en cas d'insulte, elle pourra leur déclarer la Guerre, traiter de Paix & de Trêve.

VII. S. M. fait don à la Compagnie, des Mines & Minières qu'elle fera ouvrir pendant le tems de son Privilege.

VIII. Elle pourra vendre & aliéner les Terres de la concession, &c.

IX. Pourra la Compagnie faire construire tels Forts, Châteaux & Places qu'elle jugera nécessaires pour la défense du Pais concédé; y mettre Garnison, & lever des gens de guerre en France, avec permission de S. M.

X. Elle pourra aussi établir tels Gouverneurs, Officiers, Majors & autres, pour commander les Troupes qu'elle jugera à propos, &c.

XI. Permis aux Officiers Militaires d'aller servir dans la *Louisiane*, sous le bon plaisir du Roi.

XII. Pourra la Compagnie armer & équiper en guerre autant de Vaisseaux qu'elle jugera nécessaires, &c.

XIII. XIV. XV. & XVI. Ces 4. Articles regardent l'établissement des Juges & Officiers de Justice, Police & Commerce, Conseils Souverains, Juges de l'Amirauté, &c.

XVII. Le Roi n'accordera aucune Lettre d'Etat ni de Repi, Evocation ni Surséance à ceux qui auront acheté des effets de la Compagnie.

XVIII. & XIX. Sa M. promet à la Compagnie de la protéger & défendre; d'employer la force des Armes, s'il est besoin; de faire retirer ou échanger, tous Directeurs, Officiers, &c. qui pourroient être pris en tems de guerre.

XX.

Ayuntamiento de Madrid

XX. La Compagnie ne pourra se servir d'autres Vaisseaux, que ceux à elle appartenant, ou aux Sujets armez dans les Ports de France d'équipages François, où ils seront tenus de faire leurs retours; ni les faire partir des Pais de la concession, pour aller à la Côte de *Guinée*, directement.

XXI. Permis à ces Vaisseaux de courir sur ceux des Sujets qui iront traiter dans les Pais concédez.

XXII. Tous les effets, vivres, &c. embarquez sur les Vaisseaux de la Compagnie, seront censés & repotez lui appartenir, à moins qu'il n'apparoisse par des connoissemens, qu'il ont été chargés à fret par les ordres de la Compagnie.

XXIII. Tous les Sujets qui passeront dans les Pais de la Compagnie, jouiront des mêmes libertez & franchises qu'en France; & ceux qui y naitront des Habitans François dudit lieu, & même des Etrangers Européens, professant la Religion Cath. Apostolique & Romaine, qui pourroient s'y établir, seront censés & repotez regnicoles, &c.

XXIV. Les Sujets qui s'établiront dans lesdits Pais seront exemps, tant que durera le Privilege, de tous Droits, Subsidés & impositions quelconques, tant sur les Personnes & Esclaves, que sur les Marchandises.

XXV. Les Denrées & Marchandises que la Compagnie aura destinées pour les Pais de la concession, & celles dont elle aura besoin pour la construction, armement & avituaillement de ses Vaisseaux, seront exemptes de tous Droits d'entrée & de sortie.

XXVI. La Compagnie sera aussi exempte des Droits de Péages, Travers, Passage, &c. à Rivière de *Seine* & de *Loire*, sur les bois à bâtir Vaisseaux, &c.

XXVII. Les Marchandises qu'elle tirera des Pais

Pais étrangers, seront pareillement exemptes de tous Droits d'entrée & de sortie, à condition qu'elles seront déposées dans les Magazins des Doüanes de S. M., jusqu'à ce qu'elles soient chargées dans les Vaisseaux de la Compagnie; & S. M. se réserve de lui accorder la permission, en cas de besoin, de tirer desdits Pais Etrangers, quelques Marchandises dont l'entrée pourroit être prohibée.

XXVII. Les Marchandises que la Compagnie fera apporter pour son compte, des Pais de la concession dans les Ports de France, ne payeront, pendant les 10. premières années, que la moitié des Droits que de pareilles Marchandises venant des Isles & Colonies Françaises de l'Amérique doivent payer; & si la Compagnie fait venir d'autres Marchandises que celles qui viennent desdites Isles & Colonies Françaises de l'Amérique, elles ne payeront que la moitié des Droits que payeroient d'autres Marchandises de même espèce & qualité, venant des Pais Etrangers. Le Plomb, le Cuivre & les autres Métaux seront exempts de tous Droits; mais les Marchandises à fret payeront les Droits entiers.

XXIX. Si la Compagnie fait construire des Vaisseaux dans les Pais de la concession, le Roi à leur arrivé dans les Ports de France, lui fera payer par forme de gratification, 6. livres par Tonneau pour les Vaisseaux du port de 200. tonneaux & au-dessous, & 9. livres pour ceux de 250. Tonneaux & au-dessus.

XXX. La Compagnie pourra donner des permissions particulières à des Vaisseaux des Sujets de S. M., pour aller traiter dans les Pais de la concession; lesquels Vaisseaux jouiront des mêmes exemptions, &c. que ceux de la Compagnie.

XXXI. Le Roi fera délivrer tous les ans à la Compagnie, 40. milliers de poudre à fu-

fil

fil de ses Magazins, au prix qu'elle aura coûté à S. M.

XXXII. Les Fonds de la Compagnie seront partagez en Actions de 500. livres chacune, dont la valeur sera fournie en Billets de l'Etat, desquels les intérêts seront dûs depuis le 1. Janvier 1717.; & lors que les Directeurs auront représenté au Roi, qu'il aura été délivré des Actions pour en faire un Fonds suffisant, S. M. fera fermer les Livres de la Compagnie.

XXXIII. Les Billets de ces Actions seront payables au Porteur, signez par le Caissier de la Compagnie, & visez par un des Directeurs: il en sera délivré de deux sortes, savoir des Billets d'une Action, & des Billets de 10. Actions.

XXXIV. Ceux qui voudront les envoyer dans les Provinces, ou dans les Pais étrangers, pourront les endosser pour plus grande sûreté, sans qu'ils soient par là obligez de garantir l'Action.

XXXV. Tous les Etrangers, quand même ils ne seroient pas résidens en France, pourront acquérir tel nombre d'Actions qu'ils voudront; S. M. les déclarant non sujettes au droit d'Aubaine, ni à aucune confiscation, pour cause de Guerre ou autrement; S. M. voulant qu'ils jouissent desdites Actions comme ses Sujets.

XXXVI. Comme ces Actions ne peuvent être regardées que comme marchandises, il sera libre de les acheter, vendre & commercer.

XXXVII. Tout Actionnaire porteur de 50. Actions, aura voix délibérative aux Assemblées: s'il est porteur de 100. Actions, il aura deux voix, & ainsi par augmentation de 50. en 50.

XXXVIII. Les Billets de l'Etat reçus pour

le



le Fonds des Actions, seront convertis en Rentes au Denier 25., dont les interêts coureront du 1. Janvier 1717. sur la Ferme du Contrôle des Actes des Notaires, du petit Secau, & Infinuations Laiques.

XX XIX. Les Arrérages desdites Rentes seront payez; savoir, ceux de la présente année dans les 4. derniers mois d'icelle; & ceux des années suivantes en 4. payemens égaux, de 3. mois en 3. mois, par le Fermier du Contrôle des Actes des Notaires, petit Secau & Infinuations Laiques, au Caissier de la Compagnie.

XL. Les Directeurs employeront au Commerce de la Compagnie, les Arrérages dûs de la présente année des Contrats qui seront expédiés au profit de la Compagnie: Défendu d'y employer aucune partie des interêts des années suivantes, ni de contracter aucun engagement sur icelles. S. M. veut que les Actionnaires soient régulièrement payez des interêts de leurs Actions, à raison de 4. pour cent par année, à commencer du 1. Janvier 1718., dont le premier payement pour 6. mois se fera le 1. Juillet prochain, & ainsi successivement.

XLI. Le Roi nommera pour cette fois seulement les Directeurs de la Compagnie, laquelle pourra dans une Assemblée générale, après deux années révolues, nommer 3. nouveaux Directeurs, ou les continuer pour 3. ans, & ainsi successivement de 3. ans en 3. ans; lesquels ne pourront être choisis que François ou Régnicoles.

XLII. Les Directeurs arrêteront tous les ans, à la fin de Decembre, le Bilan General des affaires de la Compagnie: après quoi ils convoqueront, par une affiche publique, l'Assemblée générale, dans laquelle les repartitions des profits seront résolues & arrêtées.

XLIII. Les Rentes de ces Actions, ensemble

ble les repartitions des profits, seront payées suivant les Numero deluides Actions, en commençant par le premier; & les Directeurs feront afficher à la porte du Bureau de la Compagnie, & insérer dans les Gazettes publiques, les Numero qui devront être payez dans la semaine suivante.

XLIV. Les Actions de la Compagnie, ni ses effets, ensemble les Apointemens des Directeurs, Officiers, &c., ne pourront être saisis, &c.

XLV. Les Billets qui seront remis au Garde du Trésor Royal par la Compagnie, seront brûlez publiquement devant l'Hôtel de Ville de Paris.

XLVI. Les Directeurs auront, à la pluralité des voix, la nomination de tous les Emplois, tant Civils que Militaires, &c.

XLVII. Les Directeurs ne pourront être inquiétez ni contraints en leurs personnes & biens, pour les affaires de la Compagnie.

XLVIII. Ils arrêteront tous les Comptes des Commis & Employez en France & dans les Pais concedes, & ceux des Correspondans.

XLIX. Il sera tenu de bons & fideles Journaux de Caisse, d'achats, de ventes, &c.

L. & LI. Le Roi fait don à la Compagnie, des Forts, Magazins, Canons, Armes, Poudres, Brigantins, Bateaux, Pirogues & autres effets que S. M. a présentement à la Louisianne Comme aussi des Vaisseaux, marchandises & effets que le Sr. Crozat a remis au Roi, de quelque nature & somme qu'ils puissent être; à condition de transporter 6000. Blancs & 3000. Noirs au moins, dans le Pais de sa concession, pendant la durée de son Privilege.

LII. Si, après l'expiration des 25. années

*Tome LXIII.*

T

de

# 434 *Mercuré Historique &*

de ce Privilège, S. M. ne juge pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie; toutes les Isles & Terres qu'elle aura habitées ou fait habiter, avec les droits utiles, cens & rentes dñs par les Habitans, lui demeureront à perpétuité en toute propriété, fans que le Roi puisse retirer lesdites Terres ou Isles, pour quelque cause ou prétexte que ce soit; à condition que la Compagnie ne pourra les vendre à d'autres qu'aux Sujets de S. M.: Et à l'égard des Foris, Armes & Munitions, ils seront remis à S. M., qui en payera la valeur à la Compagnie.

L. I. I. La Compagnie sera obligée de bâtir à ses dépens des Eglises dans les lieux de ses Habitations, & d'y entretenir un bon nombre d'Ecclesiastiques.

L. I. V. La Compagnie pourra prendre pour ses Armes un Escuson de sinople, à la pointe onnée d'argent, sur laquelle sera couché un Fleuve au naturel, appuyé sur une Corne d'abondance d'or, au chef d'azur, semé de fleurs de Lis d'or; soutenu d'une face en devise aussi d'or, ayant deux Sauvages pour supports, & une Couronne terminée.

L. V. Permis à la Compagnie de dresser tels Statuts & Reglemens qu'il apartiendra pour la direction de ses affaires.

L. V. I. La protection particulière accordée à cette Compagnie, ne pourra porter aucun préjudice aux autres Colonies de S. M., &c.

3. L'Edit du Roi du mois d'Août, enregistré au Parlement le 6. du mois suivant, portant Création de 1200. mille livres de rentes viagères au Denier 16. contient les points ci-dessous.

Il assigne cette somme sur le produit des Fermes

Ayuntamiento de Madrid

*Politique. Octobre 1717. 435*  
de S. M. de 3. sols par Contrôle d'Exploits des Greffes réunis, des Cartes & des Suifs.

Le Garde du Trésor Royal ne pourra recevoir pour l'acquisition de ces Rentes, aucuns autres Effets que des Billets de l'Etat ou de la Caisse commune des Recettes generales, non pas même aucuns deniers comptans excédans la somme de 16. livres.

Tous les Sujets pourront acquérir lesdites Rentes, même les Etrangers, quoi que non naturalisés, ou demeurans hors du Royaume, &c.

Les Contrats de constitution ne pourront être moindres de 30. livres de jouissance par an, & seront passés sans aucuns frais par de vant tels Notaires que les Acquerens voudront choisir: Ces Rentes seront payées par demie année, & ne pourront être redmises ni retranchées, sous quelque prétexte que ce puisse être.

Les Acquerens recevront les Arrérages du quartier courant en quelque tems d'icelui qu'ils acquerront; au moyen de quoi les intérêts desdits Billets de l'Etat qui seront dñs, seront joints aux Capitaux, & cesseront du jour que commenceront les Arrérages desdites Rentes qui seront acquises pendant ladite présente année.

Les Etrangers seront tenus de rapporter des Certificats de vie, passés de vant Notaires ou autres personnes publiques, en présence de deux témoins & du Juge du lieu de la résidence, lesquels attesteront avoir vus lesdits Rentiers, & leur avoir parlé dans le jour; le tout legalisé par les Ambassadeurs, Envoyez, Résidens de S. M., ou Consuls de la Nation Française dans les Cours, Etats, & Villes étran geres où lesdits Rentiers seront demeurans, &c.

4. Voici le précis de la Lotterie de 25. sous le biller; établie par la Déclaration du 21. Août, & enregistrée en Parlement le 6. Septembre.

T 2

Elle



**E**Lle sera tirée de mois en mois, à commencer au mois d'Octobre prochain, en quelque état que la Recette se trouve à la fin de chaque mois : De sorte que ne pouvant fixer la valeur des Lots dont elle sera composée, mais seulement le nombre, il est arrêté qu'il y aura 74. Lots à chaque Lotterie ; savoir, 1. du Dixieme de la Recette qui aura été faite pendant le mois precedent, 2. du Vingtieme, 4. du Quarantieme, 3. du Cinquieme, & 64. du Centieme. On aura soin d'instruire les Actionnaires par des Affiches, de la valeur précise des Lots par proportion à la Recette : Cependant les Lots les plus foibles ne pourront être moindres de mille livres chacun, & le gros Lot plus fort que de 30. mille. & les autres à proportion ; & en cas que la Recette se trouve plus considerable, tout ce qui excèdera sera employé à former des Lots de mille livres chacun.

Cette Loterie sera tirée le 10. de chaque mois, dans la grande Salle de l'Hôtel de Ville : Les Lots seront renfermez dans une Boëtte ; & les Numero, Noms, Mots ou Devises dans une autre Boëtte ; & l'on tirera l'un desdits Lots contre l'un desdits Numero, &c.

Le jour suivant, on payera à ceux qui auront tiré les Prix, la valeur desdits Prix en argent comptant ; moyennant qu'ils remettent en même tems pour une pareille somme de Billets de l'Etat ou de la Caisse commune des Recettes generales ; Et après avoir été remboursez de leurs Capitaux, ils jouiront encore leur vie durant. d'une Rente pareille aux interets desdits Billets remboursez : c'est à dire 4. pour cent.

Les Actionnaires de ladite Loterie pourront partager ces Rentes en plusieurs Contrats, au profit de telles personnes qu'ils voudront ; pourvu néanmoins que lesdites Rentes ne soient point au dessous de 40. livres : Lesdits Contrats seront passés sans frais par devant tels Notaires que les Actionnaires vou-

dron

## *Politique. Octobre 1717. 437*

dront choisir ; & les Arrerages desdites Rentes viageres ne pourront estre saisis, pour quelque cause que ce soit, mesme pour les propres deniers & affaires du Roi, &c.

5. Le Conseil du Roi donna le 12. du mois passé, en faveur de la Banque générale, l'Arrêt qui suit.

**L**E ROI s'étant fait représenter en son Conseil l'Arrêt rendu le 10. Avril dernier, par lequel Sa Majesté auroit ordonné que les Billets de la Banque générale, Etablie par ses Lettres Patentes des 2. & 20. Mai 1716., seront reçus comme argent, pour le Payement de toutes les Espèces des Droits d'impositions, dans tous les Bureaux des Recettes, Fermes & autres Revenus de Sa Majesté : Et que tous ses Officiers Comptables, Fermiers, Sous Fermiers, tous leurs Receveurs, Commis Comptables & autres chargés du maniment de ses Deniers dans l'étendue de son Royaume, Païs, Terres & Seigneuries de son obéissance, seront tenus d'acquiescer à vûe, & sans aucun escompte les Billets de ladite Banque qui leur seront présentés, jusqu'à concurrence des sommes qu'ils auront en Caisse : Et que lors qu'ils n'auront pas de fonds, ils acquiesceront lesdits Billets des premiers Deniers qu'ils recevront, leur défendant de remettre aucune partie des fonds de leur Recette en Lettres de Change ou par Voitures, & d'acquiescer aucune Rescription si ce n'est de l'Excedent qu'ils auront en Caisse, après avoir préalablement & par préférence aquis les Billets de la Banque qui leur auront été présentés : Et S. M. connaissant, par les avantages que le Commerce a déjà retiré de l'Usage des Billets de la Banque, que rien n'est plus propre à en procurer l'augmentation, que de favoriser & d'augmenter la circulation desdits Billets : Oïi le Rapport. Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Régent, a ordonné



donné & ordonne que l'Arrêt du 30. Avril dernier sera exécuté selon sa forme & teneur : Et en ajoutant, Vient Sa Majesté que tous les Officiers Comptables, Fermiers & Sous-Fermiers, tous leurs Receveurs & Commis, & généralement tous ceux qui ont le maniment des Deniers de Sa Majesté dans l'étendue de la Ville & Fauxbourgs de Paris, soient tenus de faire leurs Recettes & Payemens en Billets de ladite Banque, leur défendant de recevoir ou payer aucunes sommes en Deniers, à l'exception seulement de celles qui se trouveront au dessous de cinquante livres, ou qui seront nécessaires pour parfaire les Payemens : Et seront tenus lesdits Fermiers, Sous Fermiers, leurs Commis, Receveurs & autres ci dessus denommés, de marquer sur leurs Régistres les sommes qu'ils auront reçues ou payées en Billets de Banque ou en Deniers, le tout à peine, contre les contrevenans, de destitution de leurs Offices, ou de revocation de leurs Emplois. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le 12. Septembre 1717. Signé, PHÉLYPEAUX.

6. Il a paru un autre Arrêt du même Conseil, du 24. du même mois, concernant la nouvelle Compagnie d'Occident, que voici.

**L**E ROI ayant par l'Article XXXVIII. de ses Patentes du mois d'Août dernier, portant Etablissement de la Compagnie d'Occident, Ordonné qu'il seroit passé au nom de Sa Majesté au profit de ladite Compagnie, par les Commissaires du Conseil qui seroient nommés, à cet effet, des Contrats de Quarante mille livres de Rentes perpétuelles & héréditaires, assignées sur la Ferme du Contrôle des Actes des Notaires, chacun faisant la Rente d'un Million au Denier vingt-cinq, sur les Quittances qui en seroient délivrées par le Garde du Trésor Royal en Exercice la présente année, lequel rece-

vroit de ladite Compagnie pour un Million de Billets de l'Etat à chaque Payement, & ce jusqu'à concurrence des fonds qui seroient portés pour former ladite Compagnie; Et Sa Majesté voulant pourvoir à la nomination desdits Commissaires, Oï le Rapport. Sa Majesté en son Conseil a commis & commet les Srs. Amelot, de la Houffaye, & Façon, Conseillers d'Etat, & au Conseil de Finances, & d'Ormesson, Maître des Requêtes, aussi Conseiller audit Conseil de Finances, pour passer en son nom au profit de ladite Compagnie d'Occident, les Contrats de Rentes perpétuelles & héréditaires, assignées sur ladite Ferme du Contrôle des Actes des Notaires, en la manière portée par lesdites Lettres Patentes du mois d'Août dernier. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Paris le 24. Septembre 1717. Signé, RANCHIN.

7. Un autre Arrêt encore du même Conseil & daté du même jour ordonne, que tous les Officiers Comptables, Receveurs-Généraux & Particuliers, Trésoriers, Fermiers, Sous Fermiers & Commis, enverront au Conseil de Finances dans le 15. du présent mois d'Octobre, un Etat des Comptes qu'ils ont à rendre, auquel ils joindront un Bordereau sommaire des Deniers & Effets restans entre leurs mains au 1. dudit mois d'Octobre.

II. Avant que de parler de la Constitution Unigenitus & de la Déclaration du Roi donnée sur ce sujet, nous ferons quelque détail de ce qui s'est passé depuis le dernier Journal dans les Assemblées de la Faculté de Théologie de Paris.



1. Dans l'Assemblée qui se tint le 14. du mois passé en Sorbonne, on distribua aux Docteurs le Recueil des Censures de la Faculté pour la Sûreté des Rois, & la première Partie des Articles de la Faculté: ils font au nombre de 132. Mr. Hideux, le plus ancien des Députés nommez pour aller présenter ce Recueil & ces Articles, rendit compte des Discours qu'il avoit faits à ce sujet au Roi, à M. le Régent, au Duc de Chartres, au Duc de Bourbon, au Prince de Conti, au Cardinal de Noailles, au Chancelier, au Premier Président, & au Procureur Général. à qui il avoit eu l'honneur de les présenter: Il dit qu'il les avoit aussi présentés aux Avocats-Généraux, mais sans faire de Discours particulier. La Faculté fut si contente de ces Discours, & du Rapport de la Députation, que sur la requisition de Mr. Quinot, elle ordonna qu'ils seroient imprimés & mis dans les Régistres: On ordonna aussi une Députation, pour aller remercier le Cardinal de Noailles d'avoir présenté à S. M. & à S. A. Royale les Députés de la Faculté.

Mr. Quinot fit lire une Lettre que la Faculté de Théologie de Poitiers lui avoit écrite en lui envoyant la Censure imprimée du 16. Juillet dernier, par laquelle elle condamne une Proposition tirée d'une Thèse de Philosophie qui devoit se soutenir le 17. chez les Jésuites.

La Proposition est: *Il y a un Acte humain bon d'une bonté Philosophique, & un mauvais d'une malice Philosophique, mais pas purement Philosophique.* Cette Proposition est condamnée comme captieuse, & induisante dans l'erreur du péché Philosophique. La Faculté de Poitiers demandoit que celle de Paris voulût bien joindre l'autorité de son suffrage à sa Censure: La chose mise en délibération, quelques Docteurs furent d'avis de confirmer sur le champ cette Censure.

re, parce que la Proposition étoit notoirement mauvaise; mais la pluralité conclut, que la Proposition pouvant mériter d'autres qualifications que celles qui se trouvent dans la Censure, il étoit plus à propos de nommer des Commissaires pour l'examiner & en faire rapport à l'Assemblée.

2. Dans l'Assemblée du 27. du même mois Mr. Hydeux rendit compte de la Députation faite au Cardinal de Noailles, pour le remercier d'avoir présenté au Roi & à M. le Régent, le Recueil des Censures pour la Sûreté des Rois, & la première partie des Articles de la Faculté, dont on a ci-devant parlé. Ce Docteur dit que Son Em. ne les avoit pas seulement reçûs avec beaucoup de bonté, mais qu'Elle les avoit assurés qu'elle chercheroit toutes les occasions de donner des marques de son affection pour la Sacrée Faculté. Il rapporta ensuite l'affaire de la Censure de Poitiers, & les avis des Docteurs députés à cet examen: ces avis faient approuvés par la Faculté.

Mr. Quinot, en qualité d'ancien Syndic, reprit la même affaire, & entra dans un plus grand détail de ce qui s'étoit passé aux Assemblées particulières tenues pour cette Censure. Il indiqua plusieurs Propositions de la Thèse du Jésuite de Poitiers dont il s'agit, qu'on auroit pu encore censurer; & prit de là occasion de remarquer, qu'il n'avoit pu voir sans quelque sorte d'impatience, qu'on repandoit dans le Public une Lettre approuvée par un Docteur de Paris, où l'on prétend excuser la Proposition censurée, en disant que l'Auteur de la Thèse n'a entendu, avec tous les Philosophes, par ces paroles, *alter Philosophicè bonus, alter Philosophicè malus*; c'est-à-dire, il y a des actions Philosophiquement bonnes, & des actions Philosophiquement mauvaises; que ce qu'on entend par ces mots, *alter moraliter bonus, alter moraliter malus*, il



*ya des actions moralement bonnes, & des actions moralement mauvaises. Cette Lettre est écrite au nom d'un Jésuite à un Docteur de Sorbonne; approuvée par Mr. Ludron, Curé de St. Nicolas du Chardonnet; & imprimée à Paris sans nom d'Imprimeur, avec permission de Mr. d'Argenson. L'Assemblée delibera sur cette Lettre, à la requisition de Mr. Quinot, & prit la résolution insérée ci dessous.*

**L**A Sacrée Faculté accorde aux Supplians, & approuve la Censure que la Faculté de Poitiers a faite le 16. du mois de Juillet dernier, d'une Proposition d'une Thèse qu'on devoit soutenir le 17. du même mois, laquelle Proposition est conçue en ces termes: Il y a un Acte humain bon d'une bonté Philosophique; & un mauvais d'une malice Philosophique, mais pas purement Philosophique; & condamnée par ladite Faculté de Poitiers, comme captieuse, & induisante dans l'erreur du Peché Philosophique. La Faculté approuve aussi tous les avis de Mrs. les Députés touchant cette affaire. Elle renvoie aux mêmes Députés qui ont été nommez pour cette Censure, l'examen de la Lettre écrite au nom d'un Pere de la Compagnie de Jesus à un Docteur de Sorbonne, qui est imprimée, & approuvée par M. Ludron le 20. Septembre 1717.

On lut ensuite la seconde Partie du Corps de Doctrine, composée de 100. Articles, sur les Sacramens en général & en particulier: on la distribua aux Docteurs présens. Il ne devoit être question de cette seconde Partie qu'à la première Assemblée, qui seroit libre: celle du lendemain devoit être employée à la nomination d'un Syndic.

On lut ensuite dans cette Assemblée, une Lettre d'un Docteur de Nantes, qui fait les fonctions de Syndic, adressée à M. Quinot: ce Docteur lui mande, qu'il attendra jusqu'à

l'Assemblée du 1. Novembre, à représenter à leur Faculté la première Partie du Corps de Doctrine déjà approuvée par celle de Paris.

Enfin M. Quinot parla d'une autre Lettre qu'il avoit reçue de Reims, où l'on fait mention de l'exil de M. Oudinet, Doyen de St. Simphorien de Reims, & Syndic du même Diocèse; & il fut résolu, que les Docteurs de Paris s'employeroient auprès des Puissances, pour faire rappeler de son exil M. Oudinet, qui est si recommandable par ses rares qualitez & les services qu'il a rendus à l'Eglise.

Voici comme on raconte la cause de l'exil de ce Docteur. L'Archevêque de Reims vouloit se rendre Maître de la Caisse du Clergé de ce Diocèse; M. Oudinet en qualité de Syndic, s'y opposa vigoureusement. Le Prelat écrivit en Cour, que M. Oudinet renversoient l'Ordre du Clergé, & avoit manqué de respect à son égard; c'est, à ce que l'on prétend, ce qui lui a attiré la Lettre de Cachet qui le relegue à Châlons sur Marne.

3. On s'attendoit que dans l'Assemblée du premier de ce mois, on procéderoit à l'élection d'un Syndic; mais M. Quinot qui en faisoit les fonctions, représenta qu'il y avoit certaines raisons qui obligoient de la différer; & il ne dissimula pas qu'elles venoient de la part de la Cour. En effet, M. d'Armenouville avoit déclaré la veille à M. Quinot, & aux Docteurs qui l'accompagnoient, que l'intention de la Cour n'étoit pas d'empêcher l'élection d'un Syndic, mais que S. A. R. souhaitoit que l'on ne jettât pas les yeux sur deux Docteurs qu'il nomma: c'étoit M. Hideux & un autre. Cela n'empêcha pas que M. de Bourdeaux, un des Anciens, ayant représenté en opinant, qu'on ne devoit avoir aucun égard à des ordres de la Cour qui n'étoient pas donnez par écrit, &



que cela étoit conforme à l'usage de la Faculté, nommât M. Hideux pour Syndic. Comme beaucoup de Docteurs applaudissoient à cet avis de M. de Bourdeaux, M. Quinot repeta tout de nouveau les raisons qui devoient empêcher de pousser plus loin l'élection: Il ajouta que ce seroit faire injure à M. le Cardinal de Noailles qui avoit eu la bonté de promettre ses bons offices auprès de M. le Régent pour obtenir une pleine liberté; & qui devoit dès ce matin, dit-il, en parler à S. A. R. M. Du Pin, dit qu'il venoit de remettre entre les mains de Son Em. un Mémoire, pour le présenter à S. A. R., qui contenoit des motifs très pressans sur cette affaire. M. de Bourdeaux se rendit aux raisons de M. Quinot, & abandonna son avis pour se réunir à celui de quelques Anciens qui avoient opiné avant lui, & qui avoient été d'avis de différer l'élection: mais il ne laissa pas de le trouver bon nombre de Docteurs, qui, dans le cours de la délibération, parlèrent fort généralement pour le recouvrement de la liberté, & furent d'avis qu'il ne falloit former aucune Conclusion, mais suspendre toutes les affaires jusqu'à ce qu'on eût rendu une pleine & entière liberté à la Faculté. La Conclusion de la Faculté fut de renvoyer l'élection du Syndic à l'Assemblée qui se tiendrait le 4., & Mrs. du Pin, Courcier, Gilbert, le Tonnelier, Goulard, avec M. Quinot, seroient Députés au nom de la Faculté, vers M. le Cardinal de Noailles, M. le Chancelier, & M. le Procureur Général, pour implorer leurs bons offices dans cette affaire de l'élection d'un nouveau Syndic.

On avoit lu au commencement de l'Assemblée, une très belle Lettre de la Faculté de Reims à celle de Paris, où après l'avoir remerciée de la première partie de son Corps de Doctrine, & du Recueil de ses Conclures, elle mar-

quoit la douleur qu'elle avoit de la disgrâce de M. Oudinet son Syndic, qui avoit été exilé à Châlons sur Marne, & elle imploroit le crédit de la Faculté de Paris, pour obtenir le rappel de ce Docteur. M. Quinot parla de cette Lettre avec éloge, & requit qu'on nommât des Docteurs pour y répondre; & aussi pour répondre à la Faculté de Poitiers, comme il avoit été arrêté dans la dernière Assemblée. On nomma pour cela Mrs. Hideux & Leger. Il requit aussi que l'on nommât des Docteurs qui allaient au nom de la Faculté supplier M. le Cardinal, M. le Chancelier, & M. le Procureur Général, de vouloir bien s'employer pour obtenir le rappel du Syndic de Reims; & les mêmes qui avoient été chargés de l'élection d'un nouveau Syndic, furent aussi chargés de celle-ci.

Cependant, M. le Cardinal de Noailles qui s'étoit rendu au Palais Royal, avoit déjà fait lever les difficultez qui le rencontroient pour l'élection d'un Syndic; & on ne doutoit pas qu'il ne se fit avec toute liberté dans l'Assemblée suivante.

4. Elle se tint le 4. de ce mois, M. Du Pin, comme le plus ancien des Docteurs qui avoient été nommez pour solliciter la liberté dont la Faculté avoit besoin pour l'élection d'un Syndic, prit à la Faculté que M. le Cardinal de Noailles avoit obtenu de S. A. R. une pleine & entière liberté de choisir le Docteur qui seroit le plus propre pour remplir cette place. C'est en ces termes qu'en parloit aussi M. d'Armenonville dans une Lettre qu'il écrivit le 2. à M. Quinot, pour lui confirmer ce que M. le Cardinal de Noailles avoit rapporté aux Députés de la Faculté. Comme ces Députés savoient que la grâce qu'ils venoient solliciter par l'entremise de S. Em. étoit obtenue, ils se bornèrent à lui en faire leurs remerciemens, & à le supplier de vouloir bien s'entremettre aussi pour le rappel de M. Oudinet,



Syndic de Reims. Ils apprirent avec joye, que ce Syndic avoit reçu ordre de venir à Paris, pour se justifier des accusations intentées contre lui. Ils se bornèrent aussi à supplier M. le Chancelier d'accorder sa protection à M. Oudiner, à qui la Faculté ne pouvoit refuser les bons offices, à cause de l'union particulière qu'elle avoit avec celle de Reims; mais ils prirent de plus la liberté de lui représenter, qu'il se répandoit dans Paris & dans les Provinces plusieurs Libelles propres à exciter le trouble & la division, & injurieux à S. A. R., à la Faculté, & à plusieurs Evêques, & ils le supplièrent de les faire supprimer. M. Quinot confirma le récit que venoit de faire M. Du Pin, fit lire la Lettre de M. d'Armenonville & après avoir remercié la Faculté de lui avoir laissé exercer les fonctions de Syndic pendant 6. mois, & de lui avoir donné occasion de faire connoître à tout le monde l'attachement inviolable qu'il avoit pour la Doctrine & les Loix de la Faculté, il requit que l'on procédât à l'élection d'un Syndic. M. le Doyen proposa tout de suite cette élection, & la délibération se fit avec une parfaite unanimité. Tous, sans en excepter un seul, élurent M. Hideux, Curé des Innocens, & parlèrent avec éloge de feu M. Ravechet & de M. Quinot. M. Chaudière, un des Anciens, proposa que pour reconnoître les services que M. Quinot avoit rendus à la Faculté, on le mit de toutes les délibérations pendant deux ans. Mrs. Leger & Lambert le signalèrent dans la justice qu'ils rendirent à la Mémoire de feu M. Ravechet; au zèle de M. Quinot, & à la capacité de M. Hideux. M. Navare, en suivant l'avis commun, représenta de plus à la Faculté, qu'il y avoit des Professeurs de Théologie qui enseignoient plusieurs choses contraires à sa Doctrine, & qu'il étoit important d'y pourvoir. Sa remontrance

forma

forma un nouvel article de délibération: M. Quinot ayant requis que cette affaire fut renvoyée aux Députés, déjà nommez à l'occasion du Sr. Tournely, un de ces Professeurs; la Conclusion fut: 1. Que la Faculté remercioit M. Quinot de sa sage administration, durant lesquels qu'il avoit fait la fonction de Syndic; qu'elle approuvoit tout ce qu'il avoit fait, & qu'il seroit de toutes les Deputations durant 2. ans, 2. Qu'elle choisiroit pour Syndic M. Hideux: 3. Que les Députés pour la Discipline s'assembleroient, & seroient au plus tôt rapport à la Faculté de ce qui regardoit les Professeurs de Théologie. Pensant qu'on en eût sur le chapitre de la Faculté, on ne sauroit se dispenser de faire savoir au Public, qu'on nous a averti, que le fait rapporté dans un de nos Mercurés\*, qui concerne M. de l'Etang, où il est dit, que ce Docteur avoit été cité au Parquet, où il avoit été reprimandé d'avoir employé le nom du Roi sans être autorisé, est faux; & qu'il n'a été mis dans ce Journal que sur la bonne foi des nouvelles publiques dont il a été tiré.

5. Le 6., il se tint aussi une Assemblée générale de l'Université de Paris aux Maturins, pour la Procession ordinaire. Le Sr. de Montempoys, Recteur, y parla & prit pour sujet de son Discours, qu'il avoit reçu de plusieurs Universités du Royaume & de quelques Facultés de Théologie, des Thèses & des Extraits de Cahiers de Théologie remplis de propositions toutes contraires aux Dogmes de la Religion; à la Morale, & au Gouvernement de l'Eglise. Il s'attacha principalement à celles qui regardent la Hiérarchie, comme sont celles par lesquelles on attribue au Pape une infailibilité dans les Disputes de la Foi, & l'on diminué au contraire l'autorité des Conciles les plus solennels: il remarqua que l'on tendoit sur tout à dégrader le

Conc

\* Voyez le Merc. d'Août 1717. pag. 225.



Concile de *Constance*, parce qu'il établit la supériorité du Concile au dessus du Pape; & que pareillement on mettoit au nombre des Conciles non reçus celui de *Bâle*. Il dit qu'il pourroit dénoncer des à présent à l'Université ces maximes & ces prétentions si dangereuses, pour qu'elle en jugât selon ses lumières & son pouvoir; que pareillement il seroit en droit d'en dénoncer les Auteurs aux personnes à qui il appartient de connoître de ces sortes de choses: mais qu'il alloit prendre un parti plus modéré, qui étoit d'exhorter l'Assemblée de demander à Dieu dans les Prières publiques qu'on alloit lui faire; la fin de toutes ces divisions. Ces remontrances du Sr. Recteur ont été fort bien reçues de l'Université & du Public.

La Faculté de Théologie de *Poitiers* a fait imprimer un grand nombre de Propositions extraites des Thèses & des Cahiers des Professeurs Jésuites du Collège de *Poitiers*, pour les examiner, & en porter son jugement. Il y en a 42. tirées des Cahiers du P. Salton; & elles regardent presque toutes l'Attrition servile; 7. tirées des Cahiers du P. Eau, & ce sont celles que M. le Recteur avoit principalement en vue dans son Discours; & une tirée des Thèses soutenues dans le même Collège, touchant l'ignorance du Droit naturel, qui excuse de péché.

III. 1. Quoi que tout ce qu'on vient de lire dans le détail des Assemblées de la Sorbonne ne parle pas directement contre la Constitution, il est pourtant assez aisé d'en inférer, que cette Société sera toujours disposée en toute occasion, de se déclarer vigoureusement contre cette Bulle; & c'est sur quoi on doit compter. Mais on se tromperoit d'un autre côté, si on

s'at-

s'attendoit à plus de modération du côté des Constitutiennaires. Ils sont au contraire d'autant plus fiers & plus violens, qu'ils se regardent comme le Parti triomphant, tant à cause de leur grand nombre, que parce qu'ils sont soutenus & encouragés par la Cour de Rome. Pour élever, comme on dit, Autel contre Autel, ou pour mieux dire, pour opposer Faculté à Faculté, ils ont pris soin de disperser à Paris & ailleurs, en Latin les principaux Articles, du sentiment de la Faculté de Théologie de *Conimbre* en Portugal, dont on a déjà fait mention ailleurs, de l'impression du Collège Royal de la Société de Jésus à *Conimbre* en 1717., avec permission des Supérieurs. En voici la Traduction.

I. Que le Pontife Romain, même hors du Concile (au dessus duquel il est) enseignant, à Cathédra, les Fidèles de l'Eglise Universelle, sur les matières Dogmatiques, ou qui regardent la Foi & les Mœurs, a l'Assistance infailible du Sr. Esprit; & parlant ne peut, ni être trompé, ni tromper.

II. Que les Constitutions Dogmatiques du Pontife n'ont pas besoin, pour avoir force & vigueur, de l'Acceptation ou Consentement des Peuples fidèles; & qu'ainsi, une telle Acceptation ou Consentement ne sert en aucune manière à les autoriser.

III. Que tous sont du sentiment, que pour la validité d'aucunes Bulles Pontificales Dogmatiques, il est beaucoup moins requis d'avoir l'acceptation ou consentement de quelque Eglise particulière; mais qu'il suffit seulement que le Pape ait parlé ex Cathedra, enseignant l'Eglise Universelle.

Tous ont protesté qu'ils ne sont pas venus à l'Ac-



l'Assemblée, pour accepter ladite *Constitution*, comme si elle avoit besoin d'être validée par une telle Acceptation; mais seulement pour lui rendre l'honneur & l'obéissance qui lui est due. C'est pourquoi tous les Docteurs de la Sacrée Faculté ont été d'avis,

Qu'il étoit nécessaire, pour donner plus de marques du respect & de la soumission que l'Université rend au St. Siège, que non seulement les Docteurs de la Sacrée Faculté de Théologie, mais encore ceux des autres Facultés, s'obligassent par serment à conformer leurs sentimens aussi long tems qu'ils vivront, à la susdite Bulle, & même à la soutenir dans le même sens que le Souverain Pontife l'a prononcée, & à la défendre jusqu'à l'effusion de leur sang, si l'occasion s'en présentoit, en la même manière qu'ils s'engagent par serment, toutes les fois qu'il prennent les Degrés dans la Faculté, à maintenir & à défendre la Foi Catholique.

C'est ce qui fut exécuté le 4. Février 1717., & en conséquence le Serment prêté tant par les Docteurs de la Sacrée Faculté de Théologie, que par ceux des autres Facultés, & de tous les Collèges Académiques, au nombre de 142.

On voyoit encore une Brochure in 12. de 112. pages, intitulée, *Mémoire trouvé parmi les Papiers de M<sup>r</sup>. le Dauphin*: c'étoit une espèce d'Abregé historique des affaires du tems sur la Constitution.

2. Les Partisans de cette Bulle n'en sont pas demeurez-là; il a paru au nom de 25. Evêques Acceptans, une Lettre, qu'on dit avoir été signée à Gaillon, Maison de campagne de l'Archevêque de Rouen, & adressée aux Evêques Apellans de la Constitution

stitution *Unigenitus* à un Concile Général, par laquelle ces derniers & leurs Adhérens, sont menacés d'être mis au banc de l'Eglise, en cas qu'ils n'acceptent pas cette Bulle avant la St. Martin; ajoutant même, que si les différens Parlemens du Royaume venoient à procéder contre le Temporel des Evêques Acceptans, ils fulmineroient aussi contre eux les Foudres du Vatican, & qu'ils renverroient, à Mrs. de Sorbonne, le Bonnet de Docteur qu'ils en ont reçu.

3. Plusieurs Evêques de ce même Parti ont aussi renouvelé leurs instances auprès du Duc Régent, pour représenter la nécessité où ils se trouvent de procéder dans leurs Diocèses contre les Ecclesiastiques qui se déclarent ouvertement contre la Constitution; & ce n'a été qu'en les priant, que S. A. Royale les a fait résoudre à attendre encore quelque tems. Ceux, entre autres qui ont écrit fortement sur ce sujet, sont, dit-on, Mr. de Forbin de Janson, Archevêque d'Arles, Mr. de Melgriqui, Evêque de Grasse, & Mr. Foresta de Colongue, Evêque d'Apt.

4. Ces menaces & procédez violens, tant de part que d'autre, ont enfin fatigué le Duc Régent, qui a consulté les Personnes les plus désintéressées sur les moyens d'en arrêter le cours. Enfin, après plusieurs délibérations, il a été résolu dans un Conseil secret composé du Duc



Duc Régent, du Cardinal de Noailles, de l'Archevêque de Bourges, du Chancelier, du Premier Président du Parlement, du Procureur Général & des Avocats Généraux, du Maréchal d'Uxelles, & du Marquis d'Effiat, de faire publier une Déclaration du Roi datée du 7. de ce mois, & registrée en Vacations le 8. en Parlement, par laquelle S. M. *suspend toutes les disputes, contestations & différens formez dans le Royaume, à l'occasion de la Constitution: en voici une Copie.*

**L**OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Lefeu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis Ayéulayant laïssé ce Royaume dans une heureuse Paix avec toutes les Puissances de l'Europe, Nous n'avons eu qu'à suivre & à affermir ce dernier Ouvrage de sa profonde sagesse; mais Nous ne remplissons qu'imparfaitement les devoirs de la Royauté; si Nous ne travaillions avec autant d'attention à rétablir une autre espèce de Paix, non moins importante pour le bonheur & la tranquillité des Peuples soumis à notre Domination, en apaisant ces troubles intérieurs, dont le Clergé de notre Royaume est agité au sujet de la Bulle donnée par N. S. P. le Pape, contre le Livre intitulé, *Reflexions Morales sur le Nouveau Testament*. Les disputes qui le sont élevées à l'occasion de cette Bulle étoient nées avant notre avènement à la Couronne; & depuis que nous y sommes parvenus, Nous n'avons cessé d'employer différens moyens pour les terminer, par l'avis & par les soins infatigables de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, Régent de

notre Royaume. Mais l'expérience Nous montre que le plus grand obstacle au succès de ces moyens est, d'un côté la continuation des Disputes, & de l'autre, la licence de ces Ecrits & Libelles sans nombre, qu'il semble que l'esprit de discorde ait dicté, où l'on voit des Ecrivains passionnez s'exiger par différens motifs en censeurs de la conduite des Evêques: attaquer les maximes les plus inviolables de ce Royaume, ou porter leur témérité jusqu'à répandre des traits injurieux au S. Siège, & à N. S. P. le Pape. Les esprits prévenus par ces Ecrits contentieux se partagent suivant la diversité de leurs caractères ou de leurs préjugés; & tel est l'effet ordinaire de ces sortes de Disputes, que l'Eglise ne peut que perdre dans un combat qui le passe entre les enfans, pendant que ses ennemis triomphent, & se profitent de la division des Orthodoxes. Les procédures même, & les voyes juridiques n'ont presque servi jusqu'à présent qu'à irriter le mal, au lieu de le guérir: parce que les Evêques ayant pris des routes différentes dans cette grande affaire, chaque particulier a été pouvoir suivre celle qui convenoit à ses sentimens, jusqu'à ce qu'une Autorité supérieure eut réuni les esprits dans une matière qui intéresse toute l'Eglise. Nous ne pouvons donc faire en plus digne usage du pouvoir dont il a plu à Dieu de Nous revêtir, qu'en l'employant à arrêter le progrès d'une division si dangereuse, par les voyes qu'il a remises entre nos mains, lors qu'il Nous a chargés de la défense & de la protection de son Eglise. Plus soumis à ses décisions que le moindre de nos Sujets, Nous sommes persuadés que c'est par elle que les Rois & les Peuples doivent apprendre également les vérités nécessaires au salut, & Nous n'avons garde de vouloir étendre notre pouvoir sur ce qui concerne la Doctrine, dont le Dépôt Sacré a été

con.



confié à une autre Puissance. Nous savons que c'est à elle seule qu'il est réservé d'en prendre connoissance, & Nous ne pourrions y entrer sans Nous exposer au juste reproche de n'avoir soutenu la Vérité, que par une entreprise manifeste sur la Puissance spirituelle, & d'avoir fait un grand mal, sous prétexte de procurer un plus grand bien: Nous ne devons donc & Nous ne voulons en user de notre pouvoir en cette occasion que comme Protecteur de l'Eglise, pour la mettre en état d'exercer son Autorité dans une situation plus tranquille & plus propre à en assurer le succès & le fruit: c'est dans cette vûe que pour calmer le mouvement des esprits, Nous avons résolu d'imposer un silence aussi utile que nécessaire, & de préparer les voyes par cette espece de Trêve à une véritable Paix. Nous nous portons d'autant plus volontiers à prendre ce parti qui nous a été inspiré par plusieurs Prelats de notre Royaume, que Nous savons que ceux mêmes, qui jusques à présent avoient paru les plus opposés les uns aux autres dans leur conduite, ont déclaré plusieurs fois en présence de notre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, qu'il n'y avoit entr'eux aucune diversité de sentimens, sur ce qui appartient à la Foi; & cette consolation que Dieu Nous donne, au milieu d'un trouble qui Nous afflige, devient un nouveau motif pour Nous engager à interposer notre Autorité, après une Déclaration qui Nous fait voir que la Foi est en surêté, & que par conséquent il est aussi inutile que dangereux de troubler l'Eglise par des Disputes, dans un tems où l'on doit espérer que les Evêques unis sur le Dogme trouveront bien-tôt les moyens de se concilier aussi parfaitement sur les difficultez qui restent encore à applanir. Nous ne regarderons pas même cette suspension de tout ce qui peut entretenir le trouble présent comme un

un remede qui doit durer long-tems; & Nous sommes bien éloignés de vouloir l'établir d'une manière indéfinie, qui pourroit être également suspecte de part & d'autre, & qui paroîtroit excéder les bornes de notre Pouvoir: Nous ne prétendons tenir les choses en cet état, qu'en attendant que N. S. P. le Pape, touché des maux de l'Eglise de France, qui a toujours été fidèlement attachée au S. Siege, ait trouvé les moyens d'y rétablir une Paix solide, & Nous ne doutons pas que S. S., remplie des sentimens qui conviennent à la qualité de Père commun, ne fasse voir que la sagesse & ses limites sont au dessus des vûes de ceux qui ont crû qu'il falloit avoir recours à l'Eglise Universelle, pour faire cesser la Division dont une partie de son Corps est agitée. C'est donc dans l'attente d'un secours si digne de la Religion, & de la charité du Souverain, Pontife, & pendant le cours des instances qui lui seront faites de notre part pour l'obtenir; que Nous tiendrons toutes choses en suspens, & que Nous userons même d'une sage & utile rigueur contre tous ceux qui par des Ecrits séditieux, ou par d'autres voyes indiscrètes ou prématurées, voudroient entretenir la Guerre, pendant que Nous ne sommes occupés que du soin de parvenir à la Paix. Nous aurons enfin la satisfaction, en prenant ce parti, de suivre l'exemple que le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul Nous a donné par ses Arrêts des 23. Octobre 1668. & 5. Mars 1703.; & Nous espérons que Dieu bénissant la droiture de nos intentions, Nous aurons bientôt la consolation de voir tous les Pasteurs de notre Royaume parfaitement unanimes, s'appliquer également à instruire & à pacifier le Troupeau qui leur est confié, & à donner au Chef des Pasteurs des marques de leur attachement, de leur respect & de leur soumission.

*A ces Causes, &c. de l'avis de notre très-cher*

&c



& très-amié Oncle le Duc d'Orléans, Petit-Fils de France, Régent, &c. Nous avons dit & déclaré, & par ces Présentes signées de notre main, disons & déclarons, Voulons & Nous plaît, que toutes les Disputes, Contestations & Différens, qui se sont formez dans notre Royaume, à l'occasion de la Constitution de N. S. P. le Pape, contre le Livre des *Reflexions Morales sur le Nouveau Testament*, soient & demeurent suspendues, comme Nous les suspendons par ces Présentes, imposant par provision un silence général & absolu sur cette matière, & ce, pendant le cours des instances que Nous continuerons de faire auprès de N. S. P. le Pape, pour obtenir de sa sagesse & de son autorité, des secours capables d'entendre & de déterminer entièrement les Divisions présentes. Défendons en conséquence à toutes les Universitez, & notamment aux Facultez de Théologie de notre Royaume, de permettre ou de souffrir qu'il se fasse aucunes disputes dans les Ecoles, sur le sujet de ladite Constitution. Défendons pareillement à tous nos Sujets, de quelque état & qualitez qu'ils soient, sous les peines ci-après marquées, de composer, imprimer, vendre, débiter, ou autrement distribuer aucuns Ecrits, Livres, Libelles, ou Mémoires, sous quelque titre que ce soit, ni de faire aucuns Actes ou Déclarations de quelque nature qu'elles puissent être sur le même sujet, & à l'occasion des Disputes présentes, directement ou indirectement de rien dire, écrire, ou imprimer, débiter ou distribuer contre le respect qui est dû au St. Siège, & à N. S. P. le Pape. Seront au surplus les Arrêts rendus par le feu Roi notre très-honorable Seigneur & Bis-Ayeul le 23. Octobre 1668. & le 5. Mars 1703., exécutés selon leur forme & teneur; & en conséquence faisons très-expresses inhibitions & défenses à tous nos Sujets de quelque état & quelque qual-

lié

ité qu'ils soient, de s'attaquer ou provoquer les uns les autres par des termes injurieux de Novateurs, Jansenistes, Semi-Pelagiens, Schismatiques, Hérétiques, & autres noms de Parti; le tout à peine contre les contrevenans, d'être traités comme Rebelles, desobéissans à nos ordres, Séditieux, & Perturbateurs du repos public. Exhortons, & néanmoins enjoignons à tous les Archevêques & Evêques de notre Royaume, de veiller chacun dans leur Diocèse à ce que la tranquillité, que Nous voulons y établir par la présente Déclaration, y soit charitablement & inviolablement conservée. Enjoignons pareillement à nos Cours de Parlement, & à tous nos Juges & Officiers, chacun en droit foi, de tenir la main à l'exécution de notre présente Déclaration, d'empêcher qu'on n'y contrevienne en quelque manière que ce soit, de faire faire des recherches exactes de tous Livres, Ecrits, Mémoires, ou Libelles sur les matières sur lesquelles Nous imposons silence à tous nos Sujets par ces Présentes, de faire supprimer, même brûler, ou lacerer lesdits Livres, ou Libelles, s'il y échet, & de punir les contrevenans de quelque qualité & condition qu'ils soient, suivant la rigueur des Ordonnances. Voulons au surplus que notre Déclaration du 12. Mai dernier, concernant les Libraires, Imprimeurs, Colporteurs, & autres, distributeurs de Livres, Libelles, ou Mémoires imprimez sans privilège ni permission, soit exécuté selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement, &c. Donné à Paris le 7. Octobre 1717., & de notre Règne le 3. Signé LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, le Duc d'Orléans Régent présent. Fleuriat.

IV. 1. Le Roi, accompagné du Duc du Maine & du Maréchal de Villeroy, se  
Tome L XIII. V pro-



458 *Mercuré Historique* 83  
promena le 26. du mois passé dans les rues de *Paris*, ensuite de quoi S. M. fut au Bois de *Boulogne*.

2. Ce jeune Prince qui vit passer le 29., d'une des fenêtres du Pavillon du Louvre, vis à vis du Pont Royal, les 2. Compagnies des Mousquetaires, qui allèrent ensuite dans les Champs Elisées pour y passer en revue devant le Duc Régent, fut indisposé les jours suivans; mais S. M. étoit entièrement rétablie le 10. de ce mois, ayant mangé ce jour-là en Public. Elle fut le 13. à *Chaillot* rendre à la Reine d'Angleterre, une visite qu'elle en avoit reçue le jour précédent.

V. 1. Le Prince de Cellamare, Ambassadeur extraordinaire d'Espagne, eut Audience du Régent le 22. du Passé, & lui présenta une Lettre du Roi d'Espagne, par laquelle ce Prince lui fait connoître les raisons de son Entreprise sur la Sardaigne, & l'assure, qu'en considération du repos de l'Italie, Elle se bornera à la Conquête de cette Isle, si elle s'en met en possession.

2. Mr. l'Abbé du Bois ayant reçu ses Instructions, étoit parti le 20. pour *Londres*, & fut suivi le 24. par le Chevalier de Chavigni-Beuveren, ci devant employé en Hollande.

3. Le Marquis d'Allégre a ordre cependant de se tenir toujours prêt à partir pour son Ambassade, & il doit être avant la ten

nué

*Politique. Octobre 1717.* 459  
nué des Seances du Parlement à *Londres*, d'où Mr. d'Iberville étoit de retour depuis quelques jours.

4. Mr. de Bernage, M<sup>e</sup>. des Requêtes, & Intendant de Picardie, a été, dit-on, nommé pour remplir la place de Mr. le Marquis de Châteauneuf, Ambassadeur extraordinaire en Hollande, qui fait depuis long tems des instances pour être rappelé.

5. Le Duc Régent ayant invité à dîner, au commencement de ce mois, les Ducs de Villeroi & de Noailles, qui n'étoient pas bien ensemble, prit cette occasion de les réconcilier, ce qui a fait plaisir à S. A. Royale, & à ces 2. Seigneurs.

VI. 1. On parle diversément des nouveaux moyens pour rétablir les Finances, & de la nouvelle Compagnie des Indes Occidentales, dont les Soucriptions vont lentement. On dit même que les Billets d'Etat étoient encore au commencement de ce mois à plus de 60. pour cent de perte, & que le Comte de la Mothe, qui a été ci devant Gouverneur de *Mississipi*, a été mis à la Bastille, pour avoir tenu des discours au désavantage de cette nouvelle Compagnie Occidentale. On tira la Lotterie le 11. pour la première fois.

2. On approuve fort l'expédient de Mr. Rouillé, d'avoir formé 3. Compagnies de chacune 12. Sous-fermiers, qui apporteront directement à la Caisse commune,

V 2

tous



tous les deniers qui proviendront de toutes les Fermes, sans qu'ils puissent prétendre aucune remise, ou dédommagement, ni du Roi, ni des Fermiers Généraux; & on a formé une 4. Compagnie qui a pris à Ferme les Domaines & quelques autres Droits, à peu près sur le même pied.

3. On commencera dans peu la levée des 40. Compagnies de Dragons, qui doivent remplacer les Gardes à Sel qui seront supprimés.

VII. 1. L'Aga, ou le Chiaoux Turc, dont on a parlé ci-devant, n'a pas passé *Marfeille*, parce qu'on ne lui a pas voulu permettre de venir à *Paris*; mais on apprend que le Prince Ragotski l'est allé joindre dans cette première Ville, où il s'est embarqué avec lui. Des avis portent, qu'il étoit arrivé le 15. du passé à la Rade d'*Hierre*, où il avoit resté 6. jours, & n'en étoit parti qu'après avoir reçu un Exprès qu'il attendoit.

2. Le Comte de Clermont, Frère du Duc de Bourbon, qui veut être d'Eglise, va prendre la Tonfure; & le Cardinal de Noailles doit en faire la cérémonie.

3. Le Roi a nommé l'Abbé de Caumartin à l'Evêché de *Vannes*, & l'Abbé de Mornay, son Ambassadeur en Portugal, à l'Archevêché de *Besançon*.

4. Les Personnes de distinction décédées le mois passé sont, le Duc de Vandour, la Duchesse Douairière de Duras,

le

le Comte de Montcaur, Lieutenant Général & Gouverneur de la Citadelle de *Besançon*, Mr. de Bragelonne, Maître des Requêtes, & Mr. le Camus, ancien Maître des Comtes.

## NOUVELLES DE LA GRANDE-BRETAGNE.

I. ON commencera cet Article par ce qu'on a appris d'Irlande, dont le Parlement, qui étoit encore assemblé à *Dublin* le 29. du mois passé, avoit fort avancé les affaires de la Nation qui lui avoient été proposées; mais dont le détail nous méneroit trop loin. On y avoit aussi délibéré sur quelques affaires particulières. Le Sr. Leith, Membre de la Chambre des Communes, ayant été interrogé dans la Séance du 20. du passé, par l'Orateur des Communes, sur les raisons qui l'avoient porté à signer l'Adresse en faveur du Sr. Constantin Philips, démis de ses Emplois vers les fins du Règne de la Reine Anne, il avoua sa faute & en demanda pardon; mais l'affaire ayant été renvoyée à la huitaine, & examinée, il fut résolu, à la pluralité de 111. voix contre 21., que ce Membre seroit chassé de la Chambre comme une personne mal intentionnée contre le Gouvernement, & la Succession Protestante.

II. 1. Le Parlement de la Grande-Bretagne

V 3



tagne qui s'assembla le 22. du mois précédent, suivant sa dernière Prorogation, fut encore renvoyé au 20. de ce mois; & l'on ne croit pas même qu'il reprenne ses Séances pour les continuer, avant le commencement de Décembre prochain.

2. Les Souscriptions de ceux qui, suivant l'Acte du Parlement, ont bien voulu convertir leurs Billets de Lotterie en Annuités à 5. pour cent, ont eu tant de cours, que les Commissaires établis pour les recevoir, ont fait savoir au Public par un Avertissement, "que le 9. de ce mois, ils ont fermé leurs Livres, selon le même Acte, lesdites Souscriptions montant à 9. millions 230. mille livres sterling, dont on expédiera des Annuités à 5. pour cent; & qu'à l'égard de la somme de 471. liv. sterl., qui n'a point été soustraite, les Propriétaires peuvent en venir recevoir le remboursement avec les intérêts échus le 29. du passé.

III. 1. La Cour a continué de faire son séjour ordinaire à Hamptoncourt, d'où on dit que le Prince & la Princesse de Galles reviendront vers le milieu de ce mois à St. James; mais que le Roi y restera encore quelques semaines.

2. Mr. l'Abbé du Bois ayant débarqué le 26. du mois passé à Douvre, se rendit le lendemain à Londres, où arriva aussi quelques jours après le Chevalier de Chavigny-Bauverren, avec quelques dépêches du Duc Régent. Cet Abbé ayant employé les pre-

miers jours de son arrivée à recevoir ou à rendre les visites des Ministres de la Cour, où de ceux des Puissances Etrangères, eut la première Audience du Roi le 2. de ce mois à Hamptoncourt, où ce Ministre après avoir fait des complimens en particulier à S. M., de la part de Madame, Duchesse Douair d'Orléans, eut l'honneur de manger avec plusieurs Seigneurs à la table de ce Monarque, qui le traita pendant tout le repas fort gracieusement. Le même Abbé, après avoir eu le lendemain une conférence avec le Comte de Kilsmanseck, avec lequel il dina, eut une seconde Audience du Roi, ensuite de quoi il fut encore le 5. en conférence avec les Ministres d'état. Cette négociation donne lieu à bien des conjectures, quoi qu'on veuille, qu'elle ne regarde que les mesures, que les Cours de France & de la Grande-Bretagne ont résolu de prendre, pour assurer la tranquillité d'Italie.

3. Le Comte de Volkra, Envoyé extraordinaire de l'Empereur, eut aussi Audience du Roi, & ensuite de L. A. Royales, le dernier du mois passé, & eut l'honneur de dîner ce jour-là avec S. M. & plusieurs Seigneurs. Ce Ministre n'attend que l'arrivée de Mr. de Bentenrieder, qui doit être parti de Vienne afin venir remplir son Poste, pour reprendre la route d'Allemagne.

4. Le Marquis de Monteleon, Ambassadeur d'Espagne, fut au commencement de ce mois en Conférence avec Milord Stanhope; & le Résident de Parme, qui avoit déclaré depuis quelques jours, que le Duc son Maître n'a aucune part à l'entreprise du Roi d'Espagne, en eut une autre avec le Comte de Sunderland.

5. Le Roi a fait présent au Sr. Fleertman, qui arrêta le Barou de Gortz à Arnhem, d'une Bague de Diamans & de 3. grandes Médailles d'or.

IV. 1. On publia le 24. du mois dernier une

V 4

pro-



proclamation de S. M. , qui promet grace aux Corsaires de l'Amérique qui viendront le rendre avant le 16. Septembre 1718. , & de récompenser ceux qui les livreront après ce tems-là , cependant on envoie contre ces Pirates une escadre de 14. Vaisseaux de guerre , dont 6. sont du 5. rang , 6. du 6. , & 2. petits de 6. pièces de Canon.

2. On écrit de la nouvelle Yorck , du 1. Juillet , que le jour précédent le Brigadier Huntley y étoit arrivé d'Albanie , où il avoit renouvelé le Traité avec 5. Nations Indiennes de ce quartier là.

3. Le Colonel Phillips a été fait Gouverneur & Commandant en Chef d'*Annapolis la Royale* , dans la nouvelle Ecosse , & de *Plaisance* en Terre Neuve , & Colonel d'un Régiment qu'il doit lever en ce Pais là.

V. 1. L'imprimeur qui a mis au jour le Libelle touchant le Prétendu Schisme d'Angleterre , a été condamné à 500. l. S. d'amende , & à 5. ans de Prison.

2. Dix neuf Non-jurans qui avoient été arrêtés dans une Assemblée avec leur Ministre , aiant été conduits devant le Juge pour faire le serment à *Neusastle* le 9. du passé , refusèrent d'obéir , & furent reconduits en Prison.

3. Le Roi a permis aux Srs. Baresby , Lyon & Fitz Gerard , qui ont suivi le Prétendant , de revenir dans la Grande Bretagne , ou en Irlande.

4. Les Jacobites firent semer à *Londres* , la nuit du 10. au 11. de ce mois , une infinité d'écrits séditieux contre le Gouvernement présent , même jusques dans le Palais de *St James* , sur quoi les Sentinelles de la Garde ont été interrogées sans qu'on ait pu découvrir les Auteurs de cette action hardie.

5. Le 9. de ce mois , le Chevalier Guillaume Lewent , fut élu Lord-Maire de la Ville de *Londres* , pour l'année prochaine ; & les Chevaliers Pierre Delme & Harcourt Masters , furent nommez Sheriffs.

V. 1. On s'attendoit que le Roi viendrait couronner le 12. à *St. James* pour partir le lendemain pour *Newmarket* ; mais S. M. partit seulement le 13. au matin de *Hampthecourt* , passa le pont de *Londres* sur les 10. heures , & arriva le soir à 7. heures à *Newmarket*. S. M. y trouva quantité de Personnes de distinction , qui lui souhaitèrent la bien-venue. On ne croyoit pas que S. M. fût de retour à *Hampthecourt* avant le 18. , mais on ne savoit pas si après ces courses de chevaux , elle n'iroit point voir l'Université de *Cambridge* , ou une belle Maison de campagne qu'a le Comte d'Orford en ces quartiers-là.

2. La Princesse de Galles se trouva final le 23. au soir , qu'on envoya chercher son Médecin ; mais le mal étant passé cette Princesse revint le lendemain à *St. James* avec le Prince son Epoux , & les Princesses , L. A. R. furent complimentées dès le soir de toute la Cour sur leur retour à *Londres*.

## NOUVELLES D'ESPAGNE , DE PORTUGAL ET DES PAIS-BAS.

I. **S**Uivant les Lettres de *Madrid* , l'Infant Dom Philippe n'ayant point été attaqué de la petite vérole , comme on l'avoit crû , le Roi & la Reine retournerent au Pardo au commencement du mois dernier de la *Torre della Parada* , où L. M. avoient eu quelques accès de fièvre , mais dont elles étoient bien remises , aussi bien que le Cardinal Alberoni , qui se rétablissoit de son indisposition. La Cour aiant resté au Pardo jusqu'au 19. du même mois , en partit ce jour là pour se rendre à l'Escorial , où elle fut suivie le lendemain des Infans , qui étoient au *Buen retiro*.



2. Les premiers avis qu'on publia à *Madrid* de l'entreprise de Sardaigne, furent que la décente des Espagnols avoit bien réussi, tout l'Isle, à la réserve de *Cagliari*, s'étant soumise sans résistance. On debita ensuite que le Viceroy s'étoit retiré de *Cagliari* dans le Château, avec 300. hommes, où il ne lui étoit pas possible de se défendre : mais on ne fut pas longtemps à la Cour, sans recevoir des avis contraires. On aprit que l'Isle n'étoit point soumise, & qu'au contraire les Peuples s'y défendoient, en attendant du secours ; que le Viceroy, qui est Catalan & brave, avoit déjà reçu 900. Allemands, avec de l'argent & des munitions, & qu'il se défendoit vigoureusement, & des Lettres du 15. du passé portoient, que les Espagnols, qui n'avoient plus de provisions, ni assez de monde pour investir la place, ni pour ouvrir la tranchée, avoient été obligés de cesser de tirer sur la Ville, en attendant que d'autres Vaisseaux vinssent leur en apporter.

3. On mande de *Barcelone*, du 22. du mois passé, qu'il étoit à la vérité parti le 18., pour cet effet de ce port, un convoi de 4. Vaisseaux de Guerre, 2. Frégates, 2. Galères & 2. Galiores à Bombes, avec 68. Bâtimens de transport, sur lesquels on avoit embarqué 2. Régimens d'Infanterie, 6. Compagnies de Dragons, divers Officiers d'Artillerie, beaucoup d'Ingénieurs, & une grande quantité de mu-

munitions de Guerre & de bouche avec des fours d'une nouvelle invention ; mais que malheureusement il avoit été obligé par les vents contraires de revenir le 21. à la Rade de la même ville. Cependant des Lettres de *Rosès* du 24., portent qu'on avoit vu la veille à la hauteur de ce golfe, un grand convoi faisant voile vers la Sardaigne.

4. Quoiqu'il en soit, on apprend de *Madrid*, qu'on étoit d'autant plus mortifié à la Cour de cette résistance inopinée, qu'on commençoit à s'y dégoûter de cette entreprise qui avoit fait grand bruit, & qu'on voyoit cependant, bien à présent, ne pouvoir pas avoir les suites avantageuses qu'on en espéroit, de sorte qu'on avoit, dit on, déjà résolu de se borner à la prise de cette Isle. Que cette même Cour avoit écrit à ses Ministres dans les Cours Etrangères, d'en faire la Déclaration dans celles où ils résident, & quelle avoit non seulement envoyé ordre à *Cadix*, *Alicante* & *Barcelone* de suspendre les nouveaux Armemens, mais que 6 Vaisseaux qui se devoient rendre de *Cadix* à *Malaga*, avoient eu un contre ordre, & que même on avoit levé l'Embargo mis sur divers Bâtimens. Le tems nous apprendra si ce Procédé est sincère.

5. On mande encore de *Madrid*, que le Marquis de Valdecanas, Gouverneur & Capitaine Général du Royaume de Va-



lence ; étoit rappellé , sans qu'on en dît le sujet , & que le Comte d'Aguiar , qui depuis 60. ans avoit passé par les principales charges de l'Etat , y étoit décédé le 13. âgé de 79. ans.

6. La Cour avoit reçu avis par un Vaisseau arrivé en Galice , que le Capitane & 4. autres Galères devoient faire voile de la *Vera-cruz* à la fin du mois de Juin dernier , pour se rendre à la *Havana* & retourner de là en Espagne avec les Vaisseaux de *Honduras* ; & que le Duc de *Linares* Viceroi , étoit décédé au mois de Juin.

7. Cet avis ajoûtoit , que l'entrée en ce Pays-là , de tous les effets soumis à ce qu'on nomme le droit d'*Habilitation* , ne seroit plus permise , que jusques à la fin de cette année ; après quoi il ne seroit plus permis à aucun Vaisseau d'y apporter des Marchandises , sans être munis d'un bon passeport du Roi d'Espagne.

8. D'autres avis de *Ste Croix de Tenerife* , aux *Canaries* , portent qu'on y a défendu aux Habitans de la part du Roi , de faire le Commerce aux Indes , jusqu'à nouvel ordre ; & qu'on s'y est emparé de tous les Tabacs , au nom de S. M. , qui les prend à son compte.

II. 1. Les Lettres de *Lisbonne* du mois passé portoient , que le Prince dernier ne avoit été batiifié le 29. du mois précédent en Grande Cérémonie , dans la Chapelle du Palais par le Patriarche ; & que le Prince Dom Antonio , frère de S. M. avoit tenu l'Infant sur les fonds , au nom du Pape , qui en est le Parain.

2. Le Combat de Taureaux ordonné à l'occasion de la Naissance de ce jeune Prince , étoit fixé au 8. d'Octobre , afin d'avoir le tems de faire les préparatifs de cette fête , qui a dû être des plus remarquables qu'on ait jamais vû. Elle devoit durer 6. jours de suite , & il ne sera , dit-on , permis

qu'à des Gentils-hommes de se battre contre ces furieuses bêtes.

3. Les Armemens qu'on fait en Espagne donnent de l'ombrage à la Cour de Portugal. On a déjà renforcé considérablement les Garnisons de la frontière & distribué des commissions pour lever 4. nouveaux Régimens ; & outre les recrues nécessaires pour les Troupes qui sont sur pied , on parle de les augmenter de quelques hommes par Compagnie.

III. 1. Suivant les Lettres de *Bruxelles* , des Députez des Etats de Flandres y étoient arrivés le dernier du mois passé pour présenter au Marquis de Prié le subside accordé par cette Province à l'Empereur.

2. Le Premier de ce mois on célébra avec beaucoup de magnificence l'Anniversaire de la Naissance de S. M. Impériale qui entroit ce jour-là dans la 33. année.

3. Les Grands préparatifs qu'on faisoit pour la magnifique cérémonie de l'inauguration de l'Empereur , comme Duc de Brabant & de Limbourg étant achevez , elle s'est faite le jour fixé , de la manière qu'on va voir dans la Relation suivante.

**L**E 11. , vers les 10. heures du matin , les Seigneurs Etats du Duché de *Brabant* & les Députez de *Limbourg* s'étant assembles chez le Comte de Tildone , allèrent en Cavalcade à l'Hôtel du Marquis de Prié , pour le conduire à l'Eglise Collégiale de St. Michel & de Ste. Guldé. Voici l'ordre de la Marche.

I. Le Régiment du Marquis de Westerloo , les Officiers à la tête. II. Les Députez des Etats du Duché de *Limbourg* , précédés des Trompettes & Timbales. III. Le Marquis d'Assche , portant le Grand Etendart , comme Guidon Héritaire du Duché de *Brabant* , ayant devant lui les deux Huissiers des Etats de cette Province. IV. Les 3. Receveurs & le Greffier des Etats de *Brabant*. V. Les Députez des Villes



d'Anvers, de Bruxelles & de Louvain. VI. Les Nobles & les Prelats, chacun selon son rang, ayant à leur tête l'Abbé & Comte de Gembloux, comme premier Noble. VII. L'Evêque d'Anvers & l'Archevêque de Malines. VIII. Le Duc d'Ursel, représentant le Comte de Grobendonk comme Maréchal Héritaire de Brabant, portoit l'Epee, ayant devant lui 3. Hérauts d'Armes aux titres de Brabant, de Limbourg, & du Marquisat du St. Empire; à la droite, le Héraut d'Armes à titre de la Toison d'Or; & à sa gauche, celui à titre de Lorrier, tous vêtus de leurs Côtes d'Armes, de Caducee en main. IX. Son Exc. le Marquis de Prie, entouré de la Noble Garde des Archers, précède de celle des Hallebardiers, & suivi de ses Gentilshommes, ses autres Officiers, Pages, Valers de pie & Haidouques, les Chevaux de main, & ses Carosses. X. Le Régiment de Dragons du Prince de Holstein, fermant la marche.

Dès que le Marquis de Prie fut entré dans l'Eglise, on commença la Messe de la Ste. Trinité, qui fut chantée pontificalement par l'Archevêque de Malines, Primat des Pais Bas, assisté du Prelat du Parc, Archi-Chapelain des Ducs de Brabant; du Prelat de Villers, comme Diacre, & du Prelat de St. Bernard, comme Sous Diacre. Après la Messe, le Marquis de Prie mit la main sur le Missel, qui lui fut présenté pour cet effet; & fit, entre les mains dudit Seigneur Archevêque, le Serment accoutumé pour l'observation des Droits & Privilèges competans aux Eglises de Brabant. Ensuite, le Doyen de ladite Eglise, accompagné des Chanoines tous en Chapes vint faire à Son Exc. la lecture d'un Serment particulier, pour les Droits & Privilèges de l'Eglise de St. Michel & de Ste. Gudule.

Ces fonctions étant achevées, le Marquis de Prie

Prie, accompagné desdits Seigneurs Etats, reprit la marche dans le même ordre vers la Cour, où S. Exc. monta sur le grand Theatre qu'on y avoit préparé pour cette celebre cérémonie: Elle s'y plaça dans un Fauteuil, sous un riche Dais, où le Portrait de S. M. I. & C. étoit exposé. Elle étoit entourée des deux côtes des Seigneurs Archevêque de Malines, Evêque d'Anvers, Prelats, Nobles, Deputés, &c. Le Duc d'Ursel, représentant le Comte de Grobendonk comme Maréchal Héritaire de Brabant, tenant l'Epee, se mit à la droite de la Table; & le Marquis d'Assche à la gauche, comme Guidon Héritaire de Brabant, avec l'Etendard de la Province.

Chacun étant placé, le premier Héraut d'Armes cria à haute voix, *Silence*. Le Marquis de Prie déclara ensuite le sujet de cette Assemblée: à quoi le Greffier des Etats de Brabant ayant répondu, lut à haute voix les Lettres de Plein Pouvoir de S. M. I. & C., les Lettres de la Joyeuse Entrée avec leurs Additions, & les deux Sermens ordinaires en Langue Brabançonne & Bourguignonne. Après quoi S. Exc. mit la main sur le Missel, qui lui fut présenté par l'Archevêque, & fit au nom de l'Empereur, comme Duc de Brabant, les deux Sermens mentionnez. On fit ensuite, à haute voix, la lecture du Serment d'Obéissance & de Fidelité, que les Etats de Brabant devoient prêter; ce qui fut exécuté entre les mains de S. Exc., par l'Archevêque, l'Evêque, les Prelats, les Nobles, & les Deputés des Chefs Villes. Le Pensionnaire des Etats de Limbourg ayant fait lecture des deux Sermens que S. Exc. devoit prêter aux Etats de ladite Province, on lut ensuite le Serment de Fidelité & d'Obéissance que les Etats de Limbourg devoient prêter, ce qui fut exécuté par tous Deputés.

Cette Cérémonie étant achevée, le premier Roi



Roi d'Armes cria 3. fois à haute voix : *Vive l'Empereur & Roi, Duc de Lothier, de Brabant & de Limbourg, & Marquis du St. Empire.* Les Trompettes & Timbales se firent d'abord entendre; on fit 3. décharges de l'Artillerie de nos Remparts, au son de la Cloche de Triomphe; & on jeta au Peuple des Médailles d'or & d'argent, avec l'effigie de S. M. I. & C.

Ensuite, S. Exc. donna un Festin fort magnifique, dans le grand Salon de la Cour, aux Seigneurs Etats des deux Provinces, & à plusieurs autres Seigneurs. Le soir, on tira le grand Feu d'artifice dressé dans le Parc, derrière le Palais, qui réussit à la satisfaction de tout le monde.

Le jour suivant, les Etats de Brabant donnèrent aussi, dans la grande Sale de l'Hôtel de Ville, un Festin magnifique à S. Exc. le Marquis de Prié, à divers autres Seigneurs, &c. Après le repas, la Table fut abandonnée au Peuple. Le soir, on tira le beau Feu d'artifice que lesdits Etats avoient fait dresser sur la grande Place. Les réjouissances ne se terminèrent que hier au soir. La magnificence extraordinaire de cette Cérémonie, les Inscriptions, les Vers, & autres Ornaments, tant du grand Théâtre, que des deux Feux d'artifice, ont mérité la curiosité des Etrangers.

4. Le Marquis de Prié partit le 16. pour Gand où la même Cérémonie se doit faire pour la Province de Flandres, du moins avec autant d'éclat & de dépense que celle-ci. Le Prince de Rubempré est aussi allé à Mons pour recevoir l'Homage des Etats de Hainaut. La même Cérémonie s'est faite le 16. à Namur, par le Comte de Lanoi pour la Comté, & à Malines, par M. Baillet Président du Grand Conseil, pour la Seigneurie de ce nom.

1 V. 1. Le Marquis de Beretti Landi, Ambassadeur d'Espagne, présenta le 21. du mois passé aux Etats Généraux, le Mémoire suivant.

Vos H. P. ayant fait l'honneur au Marquis Beretti Landi, Ambassadeur d'Espagne, de de lui dire dans la Conférence d'hier, qu'Elles desiroient d'avoir par écrit les raisons que ledit Ambassadeur alléguait, pour faire connoître les justes raisons du Roi son Maître d'envoyer une Flotte & des Troupes pour s'emparer de la Sardaigne; il tâchera dans ce Mémoire, d'exposer au moins les plus essentielles, & sur tout d'y déclarer les intentions généreuses de S. M. pour le repos public, & son entière confiance en Mrs. les Etats Généraux.

La Lettre du Marquis de Grimaldo \*, faite en forme de Manifeste, & que l'Ambassadeur a laissée entre les mains de V. H. P.; vous aura déjà donné de plus grands éclaircissements; mais V. H. P. auront la bonté de s'en servir à leur plaisir, une particularité assez remarquable, qui est: que lors que S. S., pour ôter à l'Archiduc tout le doûte qu'il avoit de faire la Guerre aux Turcs, obtint du Roi son Maître le consentement que rien ne se tenteroit de sa part en Italie, contre la Neutralité, pendant ladite Guerre; mais que le Pape ayant exigé de l'Archiduc, que ce Prince ne feroit par ses Emissaires & Rebelles Espagnols, qui sont à Vienne, les moindres intrigues pour tenter des troubles en Espagne, ledit Prince ne donna jamais la moindre réponse à S. S. sur cet Article; & bien loin de répondre aux diligences du Roi d'Espagne, qui avoit envoyé une Escadre au Levant, il a fait au contraire tout ce qu'il a pu pour chercher des Mutins & des séditieux. Que l'Archiduc fasse des efforts, tant qu'il lui plaira; il se peut bien que dans une vaste Monarchie, il se trouve quelques esprits corrompus: mais il devroit être convaincu, que les menées seront inutiles avec une Nation pleine d'honneur & de fidélité.

On voit pourtant clairement, que S. M. C. s'étant engagée à maintenir de son côté la Neutralité d'Italie, malgré tant d'injures & d'in-



fractions précédentes; l'Archiduc, quant à lui, se croyoit libre de semer <sup>du</sup> feu & gnet les desordres qu'il pouvoit.

Cette Neutralité d'Italie, <sup>qui</sup> a tout le Monde un Traité violé & méprise, contre les égards & respects dûs aux Parentats qui en ont voulu être les Garants.

J'ai l'honneur de dire à V. H. P., que sans oublier M. de Molines, Grand Inquisiteur (dont la Lettre du Marquis de Grimaldo parlé amplement;) en vertu de ladite Neutralité, ce Prélat auroit pû traverser le Milanois sans aucun Passeport, quoiqu'il en a été muni d'un de S. S., appuyé des assurances données au St. Père, par le Cardinal de Schrotembach.

V. H. P. n'ont qu'à réfléchir sur les demandes que la Cour de *Vienne* fait actuellement aux Princes d'Italie, des Contributions excessives, contre ce qui a été stipulé dans le Traité de Neutralité.

Qu'il leur plaise d'examiner la dernière Déclaration affichée en forme d'Edit public à *Vienne*, contre la pacifique & tranquille Domination de la République de Venise, de la Mer Adriatique: c'est un cas bien surprenant. La République de Venise est en Guerre comme l'Archiduc contre les Turcs: Venise fit une Alliance avec ce Prince, dont Dieu fait quels sont les Articles auxquels elle fut forcée de consentir: l'Archiduc & la République se trouvoient dans un intérêt & un péril commun; & justement l'Archiduc prend ce tems pour faire contre Venise cette Déclaration insultante, & qui lui met pour ainsi dire le poignard dans le sein. On n'a qu'à lire les Histoires Venitiennes pour en être convaincu. Je prens la liberté, par parenthèse, de m'adresser très humblement à V. H. P., & de leur dire à ce sujet, que ce cas seul avec des circonstances si aggravées, est une Leçon pour ceux qui seront requis par la Cour de *Vienne* à faire des Alliances.

Le Roi mon Maître a découvert bien d'autres

trames de cette Cour, qui de gayeté de cœur se plaint à présent si fort de la prétendue infraction de la Neutralité d'Italie, faite par S. M. C. Que V. H. P. trouvent bon de savoir, qu'on a tenu & qu'on tient sans discontinuer à *Vienne*, Conférences sur Conférences, par le Conseil nommé en ce Pais-là, *Conseil d'Espagne*, pour le saisir l'Hiver Prochain du Port de *Livourne*: Qui est-ce qui ne frémissa pas d'un avis si terrible, & dont on n'a qu'à se figurer les suites fâcheuses & dangereuses que son succès entraîneroit à l'avenir? Qui ne conclura par ce manège, & par toutes les autres choses que j'ai eu l'honneur de vous représenter, que l'Archiduc est l'Infracteur & l'Agresseur, & que le Roi d'Espagne devoit pour le bien de l'Europe ne plus se borner à de simples représentations exposées à des Puissances amies? Car tout ce qu'on alleguoit pour propositions de remède, n'étoit qu'un amusement, que l'Archiduc donnoit pour gagner la bonne volonté des Mediateurs. Il s'agit pourtant de réfléchir, que si l'Archiduc se rend Maître de *Livourne*, il peut par là se faire des Forces Maritimes: si ensuite d'un tel événement, il vient à s'emparer de toute l'Italie, (comme il est évident que son ambition l'y pousse, & comme il en prendra l'acheminement par toutes les voyes les plus violentes, & sans égard à qui que ce soit,) toute l'Europe enfin, quoi que trop tard, en ressentira les effets, & déplorera la negligence. Combien de Princes, soit d'Italie, soit d'Allemagne, ont été invités d'envoyer leurs Plénipotentiaires à *Baden* pour y faire l'exposition de leurs griefs, parce que, disoit-on, on n'avoit pû les résoudre dans le Congrès d'*Utrecht*, & dont les Ministres ont ensuite été renvoyez brulquement, & avec une sanglante intimidation que leurs Maîtres n'avoient qu'à s'adresser à la Cour de *Vienne* pour obtenir justice? Pour faire mention du sort de quelques uns, V. H. P. savent que l'Archiduc



renient Mantoue, qui par sa situation est comme la Citadelle de toute l'Italie; & il renient cette Ville sur une Maison qui pourtant lui a toujours été trop attachée, pour que nulle chicane du Conseil Aulique en puisse autoriser l'usurpation. Allons outre, que V. H. P. me permettez de me servir de ces Phrases. Les apaches sont faites de tous côtés: si les Princes de l'Europe, qui ont tant d'intérêt à ne pas souffrir ce spectacle, ne prennent des mesures convenables, l'Italie est sur le point de sa ruine entière.

Le Roi d'Espagne (selon que S. M. m'a fait la grace de m'informer,) a fait faire au Roi de la Grande Bretagne toutes les Représentations nécessaires: S. M. le promet que S. M. B., outre les Réflexions convenables au repos public voudra bien se souvenir des avantages que l'Angleterre a remportez dans les deux Traitez fait à Madrid après la Paix d'Utrecht, & de plusieurs autres démonstrations importantes que le Roi d'Espagne lui a données de sa bonne foi. C'est pourquoi S. M. B. aura maintenant, & V. H. P. trouvant son d'aprendre de moi, que nonobstant les raisons citées, que le Roi mon Maître a eues de prendre les Armes; néanmoins S. M., pour faire voir sa modération, veut bien pour le présent s'en tenir à l'entreprise de Sardaigne, ayant ordonné de suspendre les plus grandes exactions qui étoient prêtes, comme il est notoire, laissant tems & lieu aux Puissances de l'Europe de prendre les mesures, & songer aux expédiens, pour assurer la tranquillité d'Italie, dont dépend l'Equilibre de l'Europe. C'est un Equilibre, qui servit de fondement à la dernière Guerre. S. M. demande, s'il est vrai que cet Equilibre ait été obtenu, & si on n'a pas plutôt contribué à augmenter les Forces d'un Prince, qui, par ses démarches, n'a d'autre objet que le seul intérêt de son aggrandissement, & qui, par tout ce qui paroît, aura peu

de difficulté à commencer par ceux là mêmes auxquels il est le plus obligé.

Ledit Ambassadeur d'Espagne a un ordre bien agréable du Roi son Maître, de marquer la considération que S. M. a pour Mrs. les Etats Généraux.

Pendant cette suspension d'Armes, que S. M. a bien voulu genereusement ordonner, pour fournir un moyen aux Potentats de l'Europe, de travailler à des remedes conformes à la justice & à la tranquillité universelle, & propre pour assurer un Equilibre: S. M. déclare que content de la conduite de V. H. P., & applaudissant aux égards que vous avez pour Elle, & pour lesquels S. M. ne laissera pas de son côté de vous faciliter votre Commerce & le protéger, & d'avoir à cœur tous vos intérêts comme les siens propres, Elle ne fera aucune difficulté de mettre les prétentions entre les mains de Mrs. les Etats Généraux: que de gloire ne leur restera il point d'un si illustre Arbitrage? S. M. aura une docilité, une modération, & une grandeur d'ame, au delà de ce qu'on peut s'imaginer; & sans son humeur, & ce qui sera indispensable, Elle se fera un plaisir de donner à V. H. P., dans une affaire si grave, toutes les marques de son amitié & de sa confiance. A la Haye ce 21. Septembre 1717.

Signé,

Le Marquis. BERETTI LANDI

2. Il parut en cette Ville vers la fin du même mois, un Placard de L. H. P., dont voici l'Extrait.

Les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais Bas, à tous ceux quices présentes verront, Salut, Savoir faisons, que par notre Placard du 11. Août 1698., contenant une Prolongation de l'Odroi accordé à la Compagnie des Indes Orientales: pour le tems de 40. années, qui finiront l'an 1740. inclus, Nous fimes défense à tous & à chacun des Habitans de ce Pais



Pais: de naviguer ni négocier dans les limites de ladite Compagnie, & de contrevenir audit O&roi, directement ou indirectement, soit au dedans ou au dehors du Pais. Cependant, l'expérience a fait voir que quelques personnes interelles tâchent de nuire au Commerce de la Compagnie, en envoyant ou recevant des *Indes Orientales*, des Effets & Marchandises à moitié profit, plus ou moins; ou bien en envoyant des Sujets ou Habitans de ce Pais, pour quelque service étranger aux *Indes Orientales*, contre la teneur des Placards. A ces Causes, &c., Ordonnons & statuons par ces Présentes.

Que pendant le tems dudit O&roi, c'est-à-dire, jusqu'à l'an 1740. inclus, il ne sera permis à aucuns Habitans de ce Pais, de Naviger ou Négocier dans les *Indes Orientales*, directement ni indirectement; n'y d'y envoyer ou faire venir par d'autres aucuns Effets ou Marchandises à moitié profit: le tout sous les peines contenues dans ledit O&roi, de confiscation des Effets ou Marchandises au profit de la Compagnie, & d'une amande du quadruple de la valeur, dont un tiers sera au profit du Dénonciateur, un tiers pour l'Officier qui en fera la saisie, & un tiers pour les Pauvres.

Défendons à tous Notaires & autres, de passer, accepter, ou faire signer aucunes Obligations ou Actes, pour dettes ou droits relèvez sur les Marchandises de ceux qui se sont engagés au service de la Compagnie, & qui doivent partir pour les *Indes Orientales*; c'est à dire, à l'égard des Effets que les Notaires jugeront avoir été donnés à moitié profit, plus ou moins; sous quelque nom que ce puisse être, directement ou indirectement: sur peine de 100. florins d'amande pour chaque pareil Ecrit illusoire, lesquels Actes ne seront d'aucune valeur, & les Effets des personnes qui auront signé de telles Obligations ou Actes, tant en ce Pais qu'aux *Indes*, ne pourront être réclamés ni confisqués par ceux qui

leur auront donné des Marchandises à moitié profit plus ou moins, &c.

Défendons aussi aux Habitans de ce Pais, & particulièrement aux gens de Mer, de passer au service d'aucun Roi & Prince étranger, ou d'aucune Compagnie étrangère des *Indes Orientales*, ni au service des Particuliers qui équipent des Vaisseaux dans les Pais étrangers, pour aller aux *Indes Orientales*: Et ceux qui pourroient déjà avoir passé à leur service, seront tenus de le quitter, & de revenir en ce Pais, au lieu de leur résidence, dans l'espace de 3. mois; sur peine d'être bannis pour toujours de ces Provinces, & leurs Biens confisqués, & même de la vie, s'ils sont pris sur d'autres Vaisseaux que ceux de la Compagnie, &c. Cependant, ceux qui reviendront en ce Pais dans l'espace de 3. mois, & qui se représenteront aux Bourguemaitres du lieu de leur résidence, obtiendront pardon de ce qu'ils auront commis contre nos précédens Placards.

Défendons pareillement à tous Sujets & Habitans de l'Etat, de contribuer, & avoir part, ou intérêt dans aucune Compagnie étrangère des *Indes Orientales*, ni de s'engager dans aucune Navigation ou Commerce que des Négocians d'autres Royaumes & Pais pourroient entreprendre dans lesdites *Indes*; sur peine du quadruple de ce qu'ils auront contribué, dont un tiers sera appliqué au profit du Dénonciateur, un tiers à l'Officier, & l'autre aux Pauvres.

Défendons encore à tous Habitans & Sujets de cet Etat, d'accepter aucune Commission pour lesdites Navigations étrangères & Fret de Vaisseaux, d'entreprendre la levée & le payement des gens de Mer, & particulièrement de recevoir dans ce Pais des Marchandises apportées des *Indes Orientales*, de les prendre pour leur compte, & de les vendre; sur peine de 1000. florins d'amende, de punition arbitraire, & de confiscation des



des Effets, quand même ils auroient été d'abord transportez en d'autres Pais: Excepté néanmoins, les Marchandises des *Indes Orientales* qui auront été déjà vendues en Europe, & dont on rapportera des Certificats en bonne & dûe forme, &c.

*Fait & arrêté à la Haye le 21. Septembre 1717.*  
Paraphé, E. TAMMINGA, vr.  
Signé, F. FAGEL.

3. Il parut encore quelques jours après 2. autres Placards du 28. du même mois, l'un pour faire savoir, que L. H. P. ont jugé à propos de donner un nouveau Reglement. pour être observé par tous les Vaisseaux des Habitans de ce Pais & des étrangers, qui chargeront en ce Pais, pour aller au Déroit dans la Mer Méditerranée, ou dans l'Archipel, ou qui en viendront. L'autre Placard contient ce Reglement, qui est de 22. Articles: Il porte entr'autres choses, " Que  
" l'Emp. de Maroc & la Régence d'Alger ayant  
" violé perfidement les derniers Traitez conclus  
" avec eux, & enlevant les Vaisseaux des Habitans de cet Etat, & faisant les Equipages esclaves; pour en prévenir la continuation, L. H.  
" P. ordonnent, que tous les Vaisseaux destinez  
" pour le Déroit, la Méditerranée & l'Archipel, ou qui en viendront, soient montez  
" d'un certain nombre de pieces de Canon, & de  
" quipez d'hommes, & pourvus d'armes & de  
" munitions à proportion de leur grandeur &c.  
" sous les peines & amendes contenues dans le  
" Reglement, qui doit rester en force pendant  
" l'espace de 10. années, &c.

Les Etats de Hollande & de Westfrie se rassemblerent le 20. de ce mois se separerent le 30.

F I N.

# MERCURE HISTORIQUE

E T  
POLITIQUE,

*Contenant l'état présent de l'Europe,  
ce qui se passe dans toutes les Cours,  
l'Intérêt des Princes, leurs Brigues,  
& généralement tout ce qu'il y  
a de curieux pour le*

Mois de Novembre 1717.

Le tout accompagné de Réflexions Politiques sur chaque Etat.



A LA HAYE,  
Chez les FRERES van DOLE,  
Marchands Libraires.

M. DCC. XVII.

*Avec Privilege des Etats de Holl. & de Westf.*